



**PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES
VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU
RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION
AU BURUNDI**

**Composante appui à la coordination et appui à la relance économique
et à la cohésion sociale'**

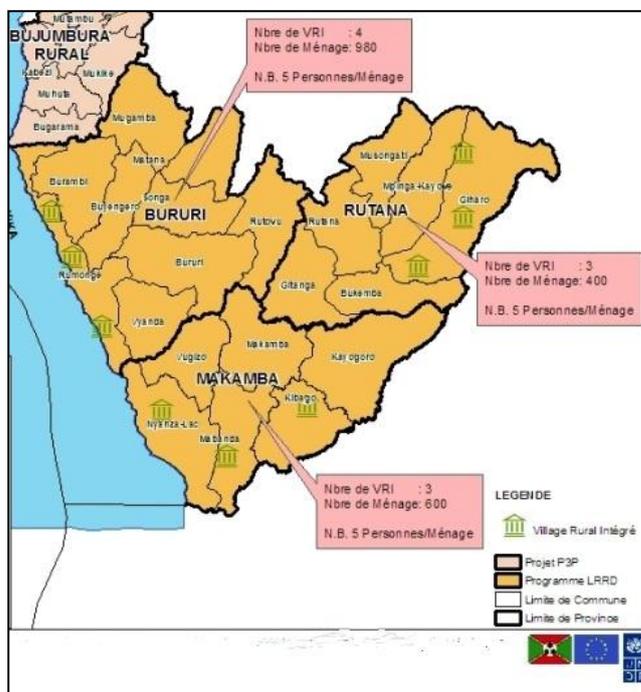
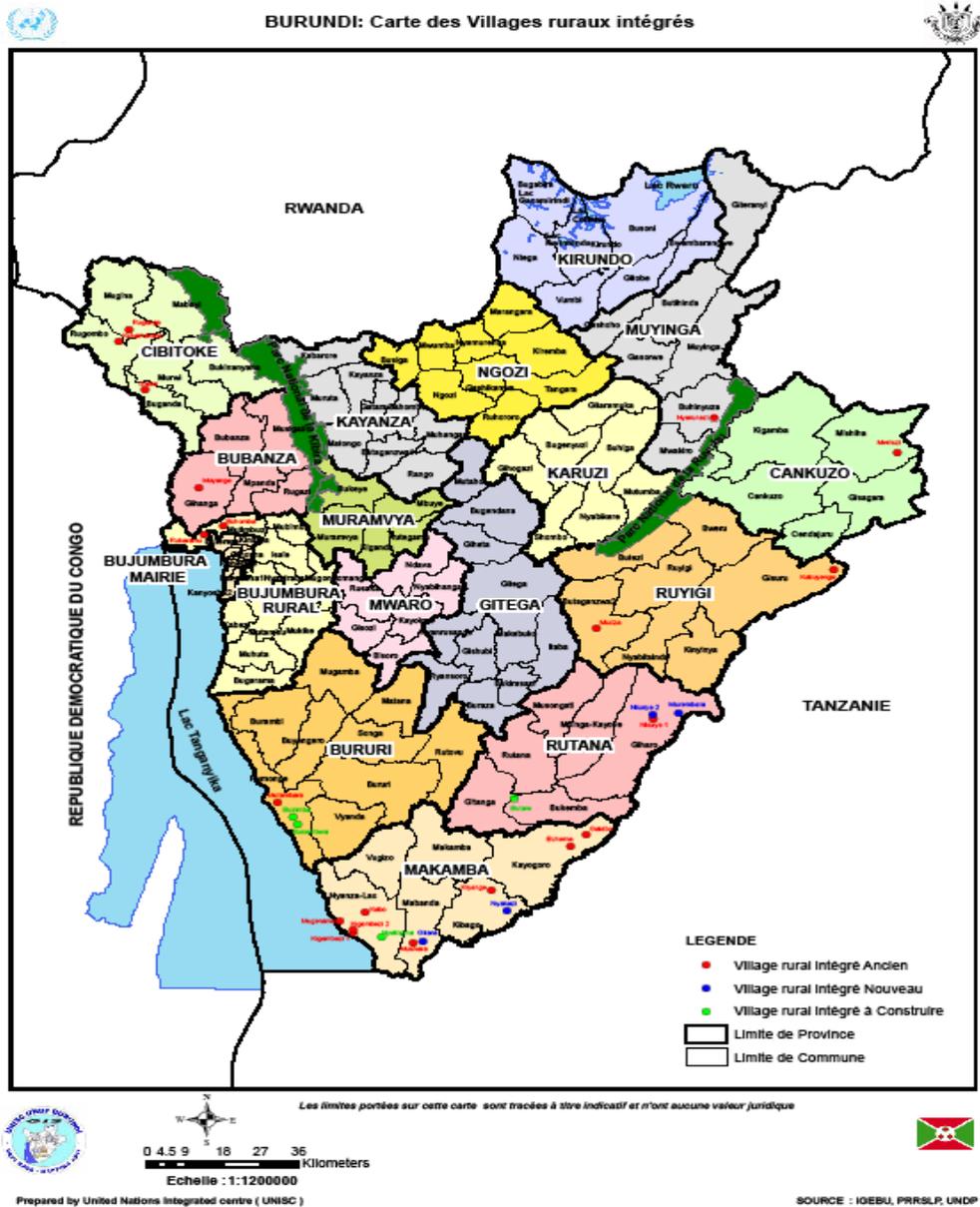
**RAPPORT INTERMEDIAIRE
(01 Janvier 2012 au 31 Octobre 2012)**



**Appui de la Commission Européenne (CE) au Gouvernement sur les Villages ruraux Intégrés (VRI)
au Burundi à travers le Fond Européen de Développement.**

Table des matières

1. DESCRIPTION.....	5
2. RESUME ET SOMMAIRE EXECUTIVE	6
3. LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES	8
3.1. Contexte d'exécution des activités du projet.....	8
3.2. Cheminement vers les résultats.....	8
Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées.....	8
Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective	12
Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures	16
Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégrées de manière durable.....	21
4. EVALUATION DES RESULTATS ATTEINTS.....	29
5. PARTENAIRES ET AUTRE COOPÉRATION	39
6. VISIBILITÉ.....	41
7. RAPPORT FINANCIER.....	43
8. ANNEXES.....	44



LISTE DES ACRONYMES

ACE	: Agence Communautaire d'Exécution
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CDF	: Centre de Développement Familial
CE	: Commission Européenne
CISNU	: Centre Intégré du Système des Nations Unies
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CPD	: Comité Provincial de Développement
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CTP	: Conseiller Technique Principal
LLRD	: L'Aide d'Urgence, la Réhabilitation et le Développement
GTTPV	: Groupe de Travail Technique Provincial sur la Villagisation
GTTNV	: Groupe de Travail Technique National sur la Villagisation
DEX	: (Modalité) dite d'Exécution Directe
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
HIMO	: Approche à Haute Intensité de Mains d'Œuvre
MSNDPHG	: Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre
MCA	: Membre de la Communauté d'Accueil
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
VRI	: Villages ruraux intégrés
PCDC	: Plans Communaux de Développement Communautaire
SRC	: Service de Reconstruction Communautaire
UTG	: Unité Technique de Gestion
FED	: Fond Européen de Développement
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
BBIN-SPARK	Burundi Business Incubateur
COPEDE	: Conseil pour l' Education et le développement
APRODEC	: Association pour la promotion du développement Communautaire
ALUPA	: Association pour la Lumière et l'Action contre le Pauvreté....
CERDES	: Cercle d'Ecoute pour la Réhabilitation et le développement Economique et Social.

1. DESCRIPTION

Nom du bénéficiaire du contrat de subvention:

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom et fonction de la personne de contact:

Xavier MICHON, Directeur Pays

Justin SINGBO, Directeur Pays Adjoint, Programme

Aderemi AIBINU, Conseiller Technique Principal

Nom du partenaire de l'Action:

Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre

Intitulé de l'Action:

LRRD-APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES

Numéro d'identification de la convention de contribution:

FED/2010/244-424

Numéro du Projet:

00076994

Date de début et date de fin de la période de reporting:

01 Janvier 2012 au 31 Octobre 2012

Régions cibles:

Provinces de Makamba, Rutana et Bururi

Groupes cibles :

9900 habitants des VRIs dont 80% rapatriés et 20% populations vulnérables des communautés d'accueil

Bénéficiaires finaux :

Gouvernement Burundais (les autorités locales et partenaires communautés)

Pays dans lequel les activités sont réalisées :

Burundi

2. RESUME ET SOMAIRE EXECUTIVE

Etant dans sa seconde année, le programme LRRD dans sa composante d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés a pu rattraper le retard observé dans le démarrage des activités durant la 1ère année. En effet, au cours de cette deuxième année, les activités ont été réalisées dans un climat politique et sécuritaire plus stable et aussi, la disponibilité des fonds a facilité la mise en œuvre des activités des progrès significatifs ont été atteints par rapport aux résultats suivants :

(1) La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs assurées :

L'année a connu une augmentation progressive de la participation des collectivités locales dans le suivi et l'appropriation des activités sur terrain. Le mécanisme de coordination (GTTPV) qui avait été mis en place a été renforcé par l'intégration des CCDC et des comités VRI. Aussi, grâce aux missions de terrain et aux sensibilisations menées par le GTTPV, les habitants de Nyabigina ont pu céder des terres aux habitants du VRI Nyabigina

(2) Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective :

Vu le terrible passé que le pays a traversé suite au conflit armé qui l'a secoué, la question de la cohésion sociale et cohabitation entre les rapatriés et les communautés d'accueil est restée un défi majeur pour la réussite du projet. Par exemple à l'accès pérenne à la terre, Le programme LRRD a œuvré pour que les habitants des villages de paix reçoivent des lettres d'attribution des maisons (200 ménages) et des terres cultivables (1057 ménages). C'est ainsi que les habitants de Nyabigina ont bien voulu céder une partie de leurs terres aux habitants du VRI lesquels ont pu accéder à la propriété foncière. Maintenant, tous les 200 ménages du VRI Nyabigina ont des terres cultivables. Aussi, c'est cette bonne cohabitation entre les communautés de Nyabigina qui a fait que la journée mondiale de la Paix y soit célébrée cette année.

(3) Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures.

Durant cette seconde année du programme, l'amélioration des infrastructures communautaires a continué. En effet, 4 pistes ont été réhabilitées, 1 marché local construit et 3 autres marchés sont en cours de construction ainsi que 4 centres jeunes. Aussi, les activités de réhabilitation de 80 maisons du VRI Nkurye à Giharo sont en cours et 56 maisons ont déjà été finalisées.

Toutes ces activités d'amélioration des infrastructures auront permis la création d'emplois temporaires, l'acquisition des revenus et le relèvement de l'économie des communautés pour 1817 personnes (834 hommes et 983 femmes) vivant dans les villages et dans les communautés d'accueil.

Une masse monétaire de 581.608.000 FBU a été injectée dans la communauté dont 299.520.000 au titre des salaires versés aux travailleurs bénéficiaires des projets de créations d'emplois temporaires, 99.840.000 FBU comme épargne devant permettre la poursuite du processus de réintégration durable vers le regroupement en association AGR et 182.248.000 FBU versé à travers les Agences communautaires d'exécution pour couvrir

les frais d'équipement, le paiement des services des équipes de gestion des projets et les frais de fonctionnement.

(4) Réintégration des populations cibles, relance des activités productives et promotion de l'entrepreneuriat :

La création de moyens de subsistance durables à travers l'implantation des AGR et l'entrepreneuriat a été une des principales réussites du programme LRRD dans sa composante d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés. De 34 associations formées durant la 1ère année, le projet a enregistré 104 nouvelles nées durant cette seconde année. La contribution du PNUD est passée de 98.198.820 FBU la 1ère année à 623.982.840 FBU la seconde année. Ces 108 associations regroupent 2773 personnes (1328 hommes et 1445 femmes) issues des villages et des communautés d'accueil.

Au cours de cette deuxième année, les 34 premières associations AGR formées en 2011 sont passées d'associations à Petites et Moyennes Entreprises (PME).

3. LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

3.1. Contexte d'exécution des activités du projet

Le Programme LRRD-appui à la viabilisation des VRI est dans sa deuxième année d'exécution. La période est caractérisée par une situation sécuritaire relativement stable.

- a) Sur le plan politique : les institutions mises en place à l'issue du processus électoral 2010 sont toujours en place avec quelques changements mineurs au niveau du Gouvernement.
- b) Sur le plan opérationnel, le programme a fait l'objet d'une évaluation externe indépendante et le rapport d'évaluation a été partagé. Les recommandations formulées lors de cette évaluation font actuellement objet de mise en application. Avec l'augmentation du volume d'activités, le programme a fait recours aux ONG d'interface pour assurer l'encadrement des microprojets de créations d'emplois temporaires et ainsi que les microprojets d'activités génératrices de revenus.
- c) Sur le plan financier : la deuxième tranche de financement vient d'être rendue disponible au mois d'août 2012. Le programme LRRD-VRI composante PNUD a reçu l'autorisation pour l'utilisation des imprévus afin de consolider les microprojets de réhabilitation de pistes et de construction de marchés locaux initiés pendant sa première année d'exécution. Une demande de bénéficiaire d'une partie des imprévus qui étaient encore non affectés a été adressée à l'Ordonnateur Trésorier du FED et un montant de 80.000 euros a été accordé au PNUD pour la construction de quatre centres communautaires pour les jeunes.

3.2. Cheminement vers les résultats

Au cours de sa deuxième année d'exécution, le Programme-LRRD VRI composante PNUD a enregistré plusieurs résultats. Ci-après, les principales réalisations par activités et par résultat attendu.

Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées

Activité 1.1 : Rencontre périodique de coordination et de suivi au niveau national, provincial et local, entre le gouvernement et les partenaires pour coordonner les actions et revoir l'évolution des programmes en cours

1.1.1 Participation aux réunions du GTTNV et organisation des réunions des GTTPV

Le mécanisme de coordination mis en place continue à jouer un rôle significatif pour assurer un programme, efficace et effectif. Les membres de l'équipe du Programme LRRD-VRI composante PNUD ont participé aux quatre réunions du GTTNV. Aussi, les comptes rendus des réunions des GTTPV sont régulièrement partagés avec le GTTNV pour qu'il prenne connaissance de l'évolution des activités et des recommandations prises pour l'amélioration de l'exécution des activités. Sur demande du GTTNV, les ponts focaux sectoriels membres des GTTPV finalisent actuellement une note d'états des lieux, les défis et les actions à

prendre. Les secteurs retenus sont l'éducation, la santé, l'agriculture et l'élevage, l'eau et l'assainissement, l'habitat et le mouvement associatif.

Les membres des GTTPV ont régulièrement organisé leurs réunions avec une fréquence d'une réunion tous les deux mois. Au total, quatre réunions des membres des GTTPV ont été tenues (février, avril, juillet et septembre 2012). Les principales décisions et actions prises par les membres des GTTPV ont été :

- L'intégration des CCDC et les Comités des VRI dans les GTTPV : chaque CCDC sera représenté par deux membres (un membre élu dans le cadre du processus d'élaboration du PCDC et un membre du Conseil Communal)
- La mise en place des groupes thématiques provinciaux : il s'agit des groupes thématiques suivant : Sécurité alimentaire (DPAE, FAO), santé, eau, hygiène et assainissement (DPS, CPRCE, Unicef), Occupation des VRI et accès aux terres cultivables (Service Provincial d'Aménagement du territoire, PARESI, CNTB, HCR), Activités génératrices des revenus (Cabinet du Gouverneur, Antenne provincial du Plan, PNUD). Les groupes thématiques ont pour mandat de faire un état des lieux de chaque domaine en terme de défis, opportunités, actions à mener, responsabilité.
- Le GTTPV de Makamba a mis en place une équipe technique restreinte chargée de résoudre la question d'accès aux terres cultivables par les habitants du VRI de Nyabigina. L'équipe technique restreinte a produit son rapport en collaboration avec l'ONG REMA Ministries.
- Distribution des lettres d'attribution des maisons et de terres cultivables : Jusqu'à la fin septembre, tous les habitants des VRI de Nyakazi, Musenyi et Murembera ont reçu les lettres d'attribution des maisons et de terres cultivables. L'opération de distribution des lettres d'attribution de maisons aux habitants des VRI de Rumonge a été lancée en date du 20 septembre 2012 à Mutambara et un programme de distribution des lettres à tous les habitants des quatre VRI de Rumonge est en cours de préparation.

1.1.2 Organisation des missions de terrain des membres du GTTNV et du GTTPV

L'efficacité et l'appropriation nationale ne peuvent pas se faire sans une structure de suivi et évaluation bien fonctionnelle. Cette structure existe tant au niveau national (GTTNV) que provincial (GTTPV).

Ainsi, le GTTNV, structure nationale, a effectué des missions de terrain à Makamba et à Bururi. A Makamba, le GTTPV a contribué dans la validation des termes de référence de l'équipe technique restreinte chargée de résoudre le problème d'accès aux terres cultivables. Le rapport des résultats de l'équipe technique restreinte a été validé par le GTTPV Makamba. Dans la province de Bururi, les membres du GTTNV ont procédé à la remise et reprise du centre de santé de Mutambara entre le Ministère de la Solidarité Nationale ; des Droits de la Personne Humaine et du Genre et l'Administration Provinciale de Bururi. Le MSNDPHG a été représenté par le Directeur Général du rapatriement, réinsertion et réintégration tandis que l'Administration provinciale était représentée par le Gouverneur de la Province.

Quant au GTTPV, structure provinciale, ses membres ont effectué plusieurs descentes sur le terrain. Les cinq descentes faites à Makamba étaient essentiellement focalisées sur la question d'accès aux terres cultivables par les habitants du VRI de Nyabigina. Egalement, les membres des GTTPV ont participé activement dans les opérations de distribution des lettres d'attribution des maisons et des terres cultivables aux habitants des VRI de Nyabigina. Les habitants de Nyakazi et de Musenyi ont reçu uniquement les lettres d'attribution des maisons.

Les trois descentes faites à Bururi visaient la sensibilisation des habitants des VRI de Rumonge par rapport aux actes d'Etat civil, à la limitation des naissances, à la sensibilisation sur l'opération de dénombrement des habitants des VRI.

Quant aux quatre descentes faites à Rutana, elles avaient trait à la sensibilisation sur la régularisation des actes d'Etat civil, à la sensibilisation pour l'exploitation des terres cultivables reçues, la vérification des occupants du VRI de Murembera et le regroupement en association afin de bénéficier de l'appui de la DPAE.

1.1.3 Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet

L'Union Européenne, le PNUD, la FAO et l'UNICEF tiennent régulièrement des réunions sur l'état d'avancement des activités de l'intervention LRRD-VRI.

L'Unité Relèvement Communautaire du PNUD effectue des missions sur le terrain pour accompagner la mise en œuvre des activités afin de garantir la qualité des interventions.

La mission d'évaluation externe indépendante effectuée du 31 octobre au 18 novembre 2011 a rendu public son rapport d'évaluation dont les recommandations formulées à l'occasion font objet de mise en application.

L'équipe de projet effectue des missions de suivi /accompagnement régulier et produit des rapports de suivi nécessaires pour la validation des rapports narratifs et financiers soumis par les différents partenaires d'exécution.

L'équipe de projet produit un rapport trimestriel, annuel d'activité ainsi qu'un rapport intermédiaire annuel.

Selon le type d'activité, l'équipe de projet initie des évaluations internes afin de dégager les meilleures pratiques et les leçons apprises à prendre en compte au cas où l'activité devrait être reconduite.

Activité 1.2 : Préparation des documents techniques avec les organisations habilitées

Un projet d'appui à la gouvernance locale, deuxième phase, pour une prise en compte des VRI dans la planification et l'administration locale a été développé et mis en œuvre par des Organisation de la Société Civile. Il s'agit du CERDES pour la province de Bururi et Makamba et d'ALUPA pour Rutana. Des modules de formation ont été préparés par les ONG de mise en œuvre et validés par l'équipe du projet.

Activité 1.3 : Réalisation d'études et d'enquêtes sur les besoins basiques des populations des VRI

Dans le cadre du fonctionnement des GTTNV, une situation socio-économique des différents VRI est établie et régulièrement mis à jour à chaque réunion du GTTNV. La situation couvre les principaux secteurs tels que l'éducation, l'eau, la santé, la sécurité alimentaire, les opportunités économiques, la coordination, l'assistance en vivres, l'abri (habitat). Des notes synthèses sur l'état des lieux, les principaux défis, les plans d'actions prioritaires par secteur clé de la réintégration sont en cours de finalisation par les responsables techniques provinciaux.

Activité 1.4 Collecte, analyse et diffusion des données du profil socio économique désagrégées par sexe et âge

Au cours du mois de septembre 2012, le PNUD en collaboration avec le HCR a réalisé un dénombrement et vérification des habitants des quatre VRI de la commune Rumonge à savoir Mutambara I, Mutambara II, Buzimba et Busebwa. Le HCR est en train d'intégrer les informations collectées dans la base de données des habitants des VRI. La base de données comportera les informations suivantes :

- Caractéristiques démographiques (sexe, âge, état civil, lien avec le chef du ménage, la taille du ménage, etc.)
- Caractéristiques sociales (niveau de scolarisation)
- Caractéristiques économiques (principales activités, secondes activités économiques).

Tableau dénombrement des habitants des VRI de Rumonge

VRI	Nombre de ménages	Nombre d'habitants
Busebwa	170	828
Buzimba	200	1093
Mutambara I	303	1715
Mutambara II	269	1380
Total	942	5016

Activité 1.5 Analyse de l'intégration des différents secteurs et plaidoyer auprès des autorités et recherche de fonds pour les secteurs qui ne seraient pas couverts

Afin de permettre aux habitants des VRI d'accéder aux soins de santé, le PNUD, via le financement ECHO, a construit un centre de santé près du VRI de Mutambara en commune Rumonge. Ce centre a été réceptionné au cours de l'année 2012 et est maintenant fonctionnel malgré qu'il ne soit pas alimenté en eau et électricité. Pour améliorer la fonctionnalité du centre, le PNUD a mobilisé des fonds pour dans un premier temps assurer l'alimentation en électricité et des panneaux solaires ont été commandés et seront prochainement livrés et installés au dit centre.

Un processus de rapatrier environ 35.000 réfugiés encore en Tanzanie est en cours. Le 31 décembre 2012 est la date butoir pour que tous ces réfugiés aient quitté le pays d'asile.

L'arrivée de ce grand nombre de rapatriés s'accompagnera sans nul doute des besoins supplémentaires en matière de réintégration socio-économique : accès aux services sociaux de base, installation (abris), sécurité alimentaire, réintégration économique. Malgré que cela ne figure pas ni dans son plan d'action ni dans son budget 2012, le PNDU, dans le but de soutenir la politique nationale de réintégration, sera appelé à participer à la réintégration de ces burundais rentrant d'exil.

Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective

Activité 2.1 : Identification des acteurs communautaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de promotion de cohésion sociale

Un avis d'appel à la soumission pour la mise en œuvre d'un programme de promotion de la cohésion sociale a été lancé. Après analyse deux organisations ont été retenues. Il s'agit du CERDES pour les provinces de Bururi et Makamba et ALUPA pour la province de Rutana.

Activité 2.2 : Elaboration d'outils et de méthodologie de sensibilisation dans le domaine de la promotion de la paix, la résolution des conflits locaux, démocratisation, entre autres

Les thèmes suivants ont été retenus pour faire objet de discussion durant les ateliers/débats communautaires

- La réconciliation
- La gestion et résolution pacifique des conflits
- Les droits et devoirs du citoyen (Droits de l'homme)
- Lutte contre les violences domestiques et les violences liées au genre
- L'acceptation mutuelle (tolérance) comme thème transversale
- Education civique et citoyenneté

Un calendrier de tenu des ateliers a été élaboré par chaque partenaire et les modules de formations par thème partagés avec l'équipe de projet. Les formateurs ont été choisis parmi les personnes ressources des différents services spécialisés (CDF, magistratures, Société Civile). Les modérateurs sont les membres des GTTPV choisis pour leurs compétences selon les thèmes.

Activité 2.3 : Mise en œuvre d'un programme de promotion de la réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés

Huit ateliers sur les thèmes retenus dans le document de projet « Appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale » ont été organisés dans les cinq communes d'intervention du programme. Ainsi, les capacités dans le domaine de la cohésion sociale et gouvernance locale de 125 acteurs locaux ont été renforcées suite aux formations reçues ce qui leur

permettra d'améliorer le service rendu aux communautés en terme de résolution des conflits, de conseil,...

Aussi, des compétitions sportives et culturelles ont été organisées et ont conduit à la rencontre entre les habitants des VRI et des communautés environnantes. Egalement, des équipes mixtes ont été créées ce qui a contribué à renforcer une meilleure cohabitation entre les VRI et les communautés d'accueil.

Le processus d'organisation des compétitions sportives était le suivant :

1. Rencontre de l'équipe VRI et celle de la colline d'accueil, et à la fin du match, il en résulte une équipe mixte de la colline (VRI-Colline)
2. Rencontre de l'équipe mixte colline et équipe zonale (entité administrative regroupant plusieurs collines). A l'issue de la rencontre une équipe mixte zonale est formée par les meilleurs joueurs de l'équipe colline et les meilleurs joueurs de l'équipe zonale
3. La finale est jouée par l'équipe représentant la zone contre l'équipe communale.

Nombre de personnes ayant participé aux activités de cohésion sociale

Activités	Hommes	Femmes
Ateliers communautaires	80	45
Activités culturelles (ALUPA)	163	248
Total	243	293

N.B : les matchs de football n'ont connu que la participation des hommes.



Atelier communautaire



Participants exhibant leurs
Certificats et prix

Activité 2.4 : Activités de mobilisation sociale et d'interactions socio-économiques avec les populations environnantes

Les activités de cohésion sociale et de gouvernance locales revêtent un caractère inclusif raison pour laquelle elles s'adressent aussi bien aux habitants des VRI qu'aux membres des communautés environnantes. Les participants sont les chefs de zone, les élus collinaires, les membres des comités des VRI, les femmes et les jeunes leaders, les représentants des Bashingantahe et des confessions religieuses. Les équipes participantes aux compétitions

sportives et culturelles sont des équipes mixtes ; c'est-à-dire membres de VRI et membres des communautés d'accueil.

Aussi, les projets de création d'emplois temporaires constituent des occasions de mobilisation sociale et d'interactions socio-économiques. En effet, les bénéficiaires des projets apportent une contribution substantielle dans la mise en œuvre des plans communaux de développement communautaire. Ces bénéficiaires proviennent des habitants des VRI (60%) et des membres des communautés d'accueil (40%).

Activité 2.5. Conception et diffusion de pièces de théâtre sur des thèmes liés à la paix et à la cohésion sociale

Parmi les équipes culturelles identifiées se trouvent des troupes de théâtre locales constituées des membres des VRI et des membres des communautés d'accueil. Lors des compétitions culturelles, les pièces de théâtres sont développées sur base des thèmes ayant fait l'objet de débats et ateliers communautaires.

Activité 2.6. Contribuer à la sécurisation foncière (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers

Pour sécuriser les propriétés foncières des habitants des villages, des lettres d'attribution des maisons et des terres cultivables leur ont été données. 200 ménages de Nyakazi ont reçu les lettres d'attribution des parcelles et des maisons. 390 autres ménages d Nyabigina, Musenyi et Murembera n'ont reçu que les lettres d'attribution des maisons en attendant de résoudre le problème d'attribution définitive des terres cultivables. 467 lettres d'attribution des maisons ont été distribuées dans les VRI de Rumonge.

Habitants du VRI de Nyakazi venant de recevoir les lettres d'attribution des maisons et des terres cultivables.



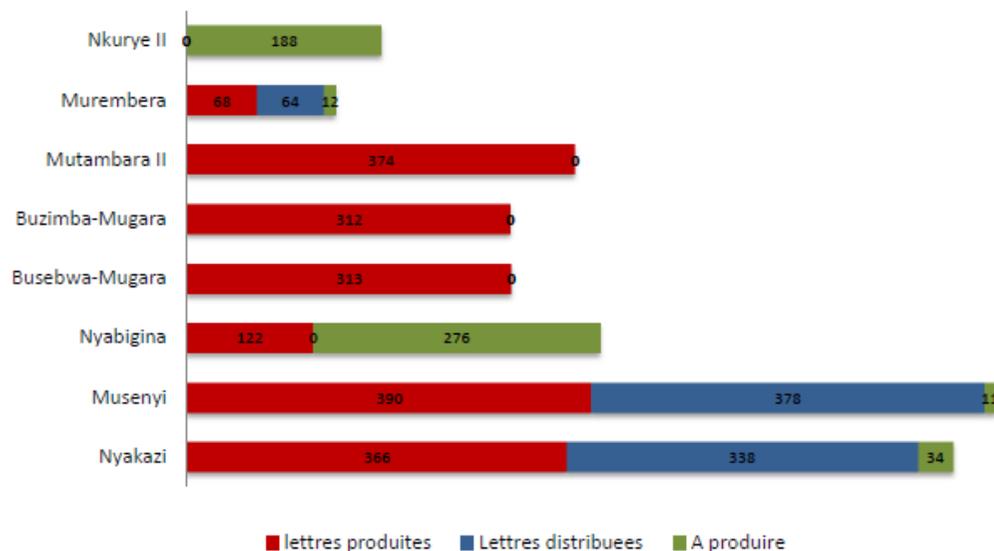
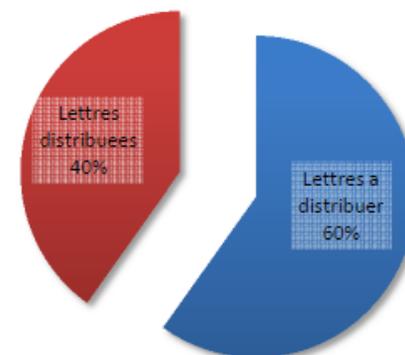
Signe d'acceptation entre les membres de la communauté et les rapatriés à qui ils ont cédé une partie de leurs terres.

SITUATION DES LETTRES D'ATTRIBUTION

1. Situation generale

Provinces	VRI	Nombre de menages	Lettres produites		Lettres Distribuees		Lettres a produire	
			Agricole	Residentielle	Agricole	Residentielle	Agricole	Residentielle
MAKAMBA	Nyakazi	200	184	182	169	169	16	18
	Musenyi	200	198	192	189	189	4	7
	Nyabigina	198	61	61	0	0	138	138
BURURI	Busebwa-Mugara	180	156	157	0	0		
	Buzimba-Mugara	200	160	152	0	0		
	Mutambara II	254	187	187	0	0		
RUTANA	Murembera	43	34	34	32	32	6	6
	Nkurye II	94	0	0	0	0	94	94
Total		1369	980	965	390	390	258	263

Lettres a distribuer	1165
Lettres distribuees	780



Notes:

- 40% des lettres distribuees au 31/08/2012

- Préparatifs des copies des lettres d'attribution destinées aux autorités administratives en cours.

Il s'agit des VRIs de Nyakazi, Musenyi et Murembera ou les lettres ont été déjà distribuées.

- 521 lettres d'attribution supplémentaires (258 agricoles et 263 résidentielles) ont été transmises aux autorités compétentes pour signature.

- Une vérification dans les VRIs de Bururi est en cours de préparation.

La distribution des lettres dans ces VRIs sera planifiée après cette opération.

Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures

Activité 3.1. Évaluation des capacités des acteurs locaux (services déconcentrés, ONG, associations et secteur privé) présents dans les communautés.

Suite aux recommandations de la dernière mission d'évaluation de l'Union Européenne qui insistaient sur la consolidation des ouvrages réalisés afin qu'ils soient durables et permanents, le projet a donc entrepris les travaux de consolidation des pistes et des marchés locaux. Des entreprises ont été retenues pour effectuer les travaux de réhabilitation des pistes Mugina-Shuza (Ruvuga-Materwa) à Mabanda ; Nyabigina-Mirinda, à Nyanza-Lac, Nyakazi-Rukoziri à Kibago, Karagara-Mugara, Buzimba-Mugara à Rumonge et Giharo-Kibimba à Giharo. Un montant de **332.866.000 FBU** couvrira ces travaux.

Trois marchés locaux seront touchés par les travaux de consolidation. Des contrats de collaboration d'un montant global de **92.478.450 FBU** ont déjà été signés entre le PNUD et les entreprises sélectionnées.

D'autres infrastructures identifiées par les membres des CCDC, des conseils communaux et des Comités des VRI de la zone d'intervention seront construites. Il s'agit de trois marchés locaux, d'une piste rurale et de quatre centres communautaires pour les jeunes. Un processus de sélection des organisations de mise en œuvre a été initié.

Activité 3.2. Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO

Au cours de la 2ème année d'exécution du projet, quatre projets de création d'emplois temporaires ont été mis en œuvre dont trois projets achevés et un projet est en cours de réalisation. Les projets achevés sont :

- i) réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari (deuxième phase)
- ii) réhabilitation de la piste Mugina-Shuza (deuxième phase)
- iii) le projet d'appui à la viabilisation du VRI de Nkurye I.

Le projet en cours de réalisation est celui de la réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari (troisième phase).

Ces projets ont permis l'engagement de 320 personnes dont 160 femmes comme travailleurs non qualifiés choisis parmi les habitants des VRI (60%) et des membres de la communauté d'accueil (40%). Le montant injecté dans la communauté au titre des salaires est de 49.920.000 fbu et l'épargne mobilisée s'élève de 24.960.000 fbu.



Activité 3.3. Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques (marché, centre communautaire) avec la participation des populations

Au cours de cette période couverte par le présent rapport, quatre projets de construction des marchés locaux sont exécutés dont un projet achevé et trois projets en cours de réalisation. En effet, les travaux de construction du marché local de Nyabigina en commune Nyanza-Lac sont terminés et ceux des marchés de Gatete (Rumonge), Nyakazi (Kibago) et Gakungu (Giharo) sont en cours. Les travaux de construction en cours de réalisation sont exécutés par l'ONG COPED.

La construction des marchés locaux a permis l'engagement de **320** personnes dont 160 femmes comme main d'œuvre non qualifiée. Le montant injecté dans la communauté au titre des salaires s'élève à **49.920.000 fbu** et une épargne s'élevant de **24.960.000 fbu** a été réalisée.



Marché local de Musenyi (Mabanda-Makamba)

Egalement, pour contribuer à la cohésion sociale entre les jeunes et aux renforcements de leurs capacités, quatre centres jeunes seront construits et équipés. Les sites sur lesquels seront construits ces centres sont identifiés et les lettres d'attribution ont été signées par les administrateurs communaux. Le processus d'identification des entreprises de mise en œuvre est en cours. Chaque chantier sera appuyé par un projet de création d'emplois temporaires dont les travailleurs seront des jeunes. Ainsi, 320 jeunes dont 160 jeunes filles seront recrutés.

Activité 3.4. Reboisement - en projet HIMO

Un deuxième projet de restauration des paysages a été développé et est mis en œuvre en partenariat avec le PNUD, la FAO et l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature (INECN). Le projet concerne le reboisement de 120 ha dans la commune de Giharo province de Rutana et la consolidation du projet de restauration de 40 ha de la réserve naturelle de Ramvya dans la commune de



Pépinière des plants forestiers et agro forestier à Nyakazi (Kibago-Makamba)

Kibago province de Makamba. Contrairement au premier projet mis en œuvre l'année dernière, l'actuel projet s'exécute dans le cadre du service de reconstruction communautaire avec la création de **150** emplois temporaires dont 82 femmes. Le projet produit également de plants agro forestiers pour les exploitations agricoles familiales.

Activité 3.5 : Campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en directe relation avec les activités de réhabilitation des infrastructures communautaires.

Un mécanisme de suivi des activités de réhabilitation d'infrastructures communautaires a été mis en place. Au niveau local, les membres des CCDC et des Comités des VRI assurent le suivi programmatique et quotidien afin de garantir le bon déroulement et une bonne organisation des activités.

Au niveau provincial, une équipe technique de suivi a été mis en place afin de garantir la qualité et la durabilité des infrastructures réhabilitées/construites.

Activité 3.6 : Mise en valeur des maisons des anciens villages.

Un projet d'appui à l'amélioration du cadre de vie des habitants du VRI de Nkurye I, commune Giharo, province Rutana est en cours de réalisation.

Jusqu'au 30 septembre 2012, le projet compte 60 maisons déjà construites avec des briques stabilisées. Les travaux de construction de construction des 20 autres sont en cours.



Construction des maisons avec des briques stabilisées



Famille bénéficiaire d'une maison construite avec des briques stabilisées

Le projet aura contribué au renforcement des capacités locales. Ainsi, dix huit maçons dont trois femmes ont été formés dans la construction des maisons à l'aide des briques stabilisées, et vingt quatre personnes, principalement des jeunes ont été formés dans l'utilisation de la machine presse à brique. En plus de ces formations, le projet a contribué à la création d'emplois temporaires. En effet, 240 personnes ont été engagées comme main d'œuvre non qualifiée.



Jeunes femmes formées à la fabrication des briques

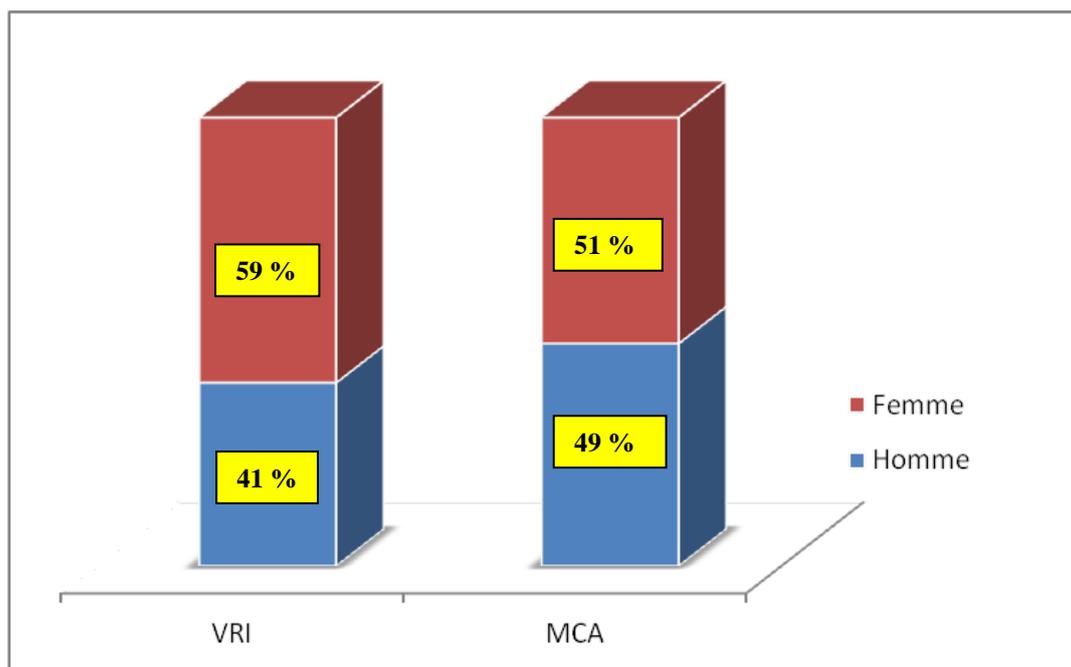


Jeune femme maçon formée à l'utilisation des briques stabilisées

Tableau des bénéficiaires (2011-2012) des Création d'emploi temporaire à travers le Service Reconstruction Communautaires (SRC)

PROVINCE	Titre du projet	Partenaire	Commune	MVRI		MCA		Total
				H	F	H	F	
MAKAMBA	Traçage des caniveaux et réhabilitation des pistes du VRI Nyakazi (VIH)	ATAK	Kibago	14	34	10	22	80
	Construction du marché de Nyabigina	ASSIG	Nyanza-lac	19	29	11	21	80
	Réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari Phase 2	TERIMBERE	Mabanda	17	31	24	8	80
	Réhabilitation de la piste Ruvuga -Shuza Phase 2	ECORROM	Mabanda	23	25	15	17	80
	Réhabilitation des pistes du centre de negoce de Musenyi et du village de Mushara (VIH)	TUBABARANE	Mabanda	8	40	9	23	80
	Projet de restauration des paysages dans les communes Kibago et Mabanda	INECN	Mabanda	57	73	163	80	373
	Projet de restauration des paysages dans les communes Kibago et Mabanda	INECN	Kibago	107	123	190	274	694
	Projet de restauration des paysages dans les communes Kibago	INECN	Kibago	6	19	15	10	50
	Construction du marché de Nyakazi	COPED	Kibago	17	26	16	11	70
	Réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari Phase 3	COPED	Mabanda	20	10	35	15	80
BURURI	Rehabilitation des pistes du secteur Mutambara I	AJLS	Rumonge	14	34	8	24	80
	Construction du marché de Gatete	COPED	Rumonge	14	13	22	21	70
RUTANA	Réhabilitation des pistes et tracage des caniveaux dans le VRI de Nkurye	PARESI	GIHARO	9	23	17	31	80
	Tracage des courbes de niveau et plantation es plants anti-érosifs	KOMEZAKARA NGA	GIHARO	12	20	12	36	80
	SRC d'appui a la construction des maisons avec les machines PAB	PARESI	GIHARO	25	17	15	33	80

Projet de construction du marché local de Gakungu	COPEL	GIHARO	20	7	20	23	80
Projet de Restauration des paysages dans les communes de Giharo MUKAZYE I	INECN	GIHARO	13	7	9	21	50
Projet de Restauration des paysages dans les communes de Giharo Mukazyé II	INECN	GIHARO	11	9	14	16	50
			316	457	518	526	1817



Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégrées de manière durable

Le PNUD a développé une approche d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration constituée de trois phases à savoir :

- (i) Phase d'inclusion et de création d'emplois temporaires à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires. L'objectif poursuivi est l'engagement, de façon inclusive, des rapatriés, des déplacés, des ex combattants (RDExC) ainsi que des personnes vulnérables des communautés dans des projets de création d'emplois temporaires afin d'assurer l'accès aux revenus temporaires, la cohésion sociale, l'organisation en associations, la promotion de l'épargne et la conception d'AGR à mettre en œuvre après cette première phase.
- (ii) Phase d'Appropriation : mise en œuvre des AGR développées par des membres des associations constituées lors de la première phase ainsi que la poursuite de la stratégie de promotion de l'épargne.
- (iii) Phase de Durabilité couvrant les aspects d'investissement et d'expansion du marché pour la consolidation et la pérennisation des réalisations enregistrées lors de la deuxième phase de l'approche.

Le Programme LRRD-VRI s'est donc aligné à cette approche dans la mise en œuvre des activités de promotion des activités génératrices de revenus et l'entrepreneuriat local.

Activité 4.1 : Étude de marché et des opportunités économiques hors agriculture.

Le PNUD a signé un accord de collaboration avec le groupement BBIN-SPARK pour la réalisation d'une étude de marché et des opportunités économiques hors agriculture dans les communes de Rumonge, Nyanza Lac, Mabanda, Kibago et Gihoro. L'étude a identifié huit principaux secteurs d'activités qui correspondent aux principaux métiers pratiqués par les habitants des VRI et des communautés environnantes. Il s'agit de la couture, la boulangerie, la menuiserie, la soudure, la restauration, la coiffure, savonnerie, extraction d'huile de palme. (Ref : [Rapport d'étude du marché -BBIN-SPARK 2012](#))

Activité 4.2 : Identification des opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans la revitalisation de l'économie

A l'issue des activités de création d'emplois temporaires, plusieurs associations ont été constituées et leurs capacités renforcées par des séances de formation sur l'identification et la formulation des activités génératrices de revenus.

Un premier lot constitué de 35 associations AGR avait été identifié soutenu mais une a été dissoute et le financement a été octroyé aux 34 autres.

Un second lot composé de 104 associations a été également identifié et chacune des associations a développé son activité génératrice de revenus qu'elle est en train de mettre en œuvre actuellement. Les associations ont toutes reçu la 1^{ère} tranche de subvention qui leur a permis d'acquérir un terrain et les travaux de construction d'un siège social sont en cours.

Activité 4.3 : Financement en entrepreneuriat local (associations et individuel)

Au cours de cette deuxième année, **138 associations** ont bénéficié de l'appui financier du PNUD dans la cadre de la réintégration durable (avec **2,773** bénéficiaires directs).

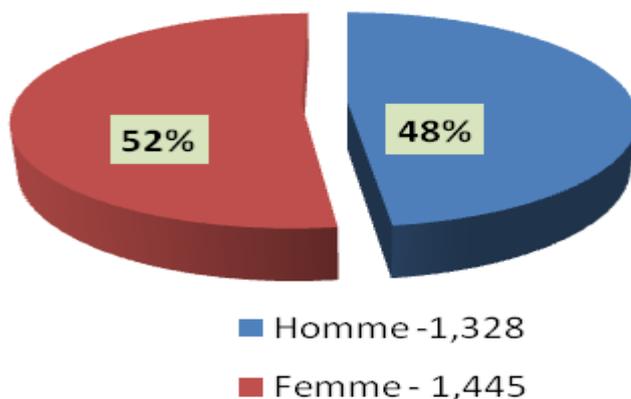
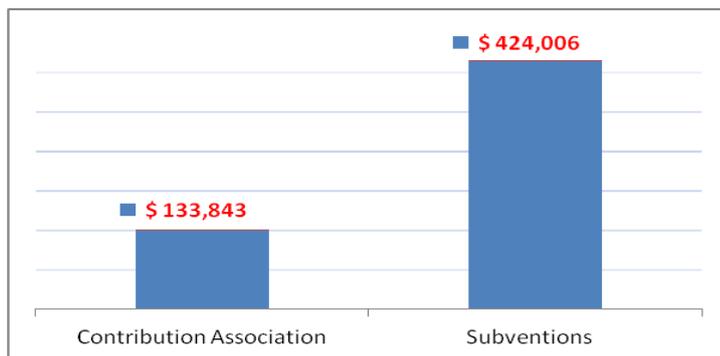
Pour qu'une association bénéficie d'un appui à la réintégration durable, les conditions ci-après doivent être remplies :

- la contribution individuelle (épargne) pour le financement de l'AGR: les membres de l'association donnent une contribution équivalente à 25% du financement de l'AGR et les autres 75% représentent la subvention du PNUD à l'AGR,
- l'élaboration d'un compte prévisionnel d'exploitation qui démontre la faisabilité et la viabilité économique de l'AGR.

Pour le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et opérationnelles de toutes ces associations, le PNUD a conclu des accords avec deux (2) ONGs d'interface, (ACORD-Burundi et APRODEC) ainsi que neuf Agences Communautaires d'Exécution.

Une subvention totale de 725 014 FBU (\$ **507,713**) a été donnée pour soutenir différentes activités génératrices de revenus. Pour la 1^{ère} année du projet, le montant du financement des 34 activités génératrices de revenus s'élève à **128 851 360** FBU dont 96 638 820 FBU équivalent à la subvention PNUD et 32 212 540 FBU représentant la contribution des membres. Durant cette 2^{ème} année du projet, le montant de financement des 104 nouvelles associations créées est de **826 730 755** FBU dont 628 375 325 FBU pour la contribution PNUD/Union Européenne et 198 355 430 FBU représentant la contribution des membres.

Bénéficiaires AGR



Les 34 associations constituant un 1er lot d'associations AGR à avoir bénéficié d'un appui du PNUD durant la 1re année du projet sont entrain de démarrer leurs activités de production. Après la phase de regroupement en association, de démarrage d'activités, elles sont maintenant dans la 3ème phase (de l'approche 3 x6) consistant en la durabilité de leurs activités. C'est donc dans cette optique que le consortium BBIN-SPARK, spécialisé dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises, a été recruté pour dans un premier temps aider les associations AGR à se constituer en Petite et Moyenne entreprise (PME) et dans un second temps les aider à être présentes sur le marché et à être compétitives.

Ainsi, toutes les procédures d'enregistrement au registre du commerce, de l'obtention du numéro d'identification fiscale ont été réalisées pour toutes les 34 PME. Cette évolution d'une association à une PME garantira une certaine durabilité des activités initiées et permettra aux entreprises d'être compétitives. Un renforcement des capacités des membres dans la gestion des PME est prévu ainsi qu'une formation en métiers en faveur des membres PME.

Activité 4.4 : Développement de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles pour les associations de femmes

Un projet d'extraction d'huile regroupant 16 femmes et 14 hommes est en train d'être développé à Nyanza-Lac (Makamba) par la PME KAZOZA PALM.

Aussi un autre projet pilote de transformation du manioc a été mis en place par le PNUD à Kayogoro (Makamba). En effet, les VRI étant situés loin des centres urbains, il n'est pas aisé d'y installer des projets de grande envergure qui pourraient souffrir d'un manque de marché d'écoulement.

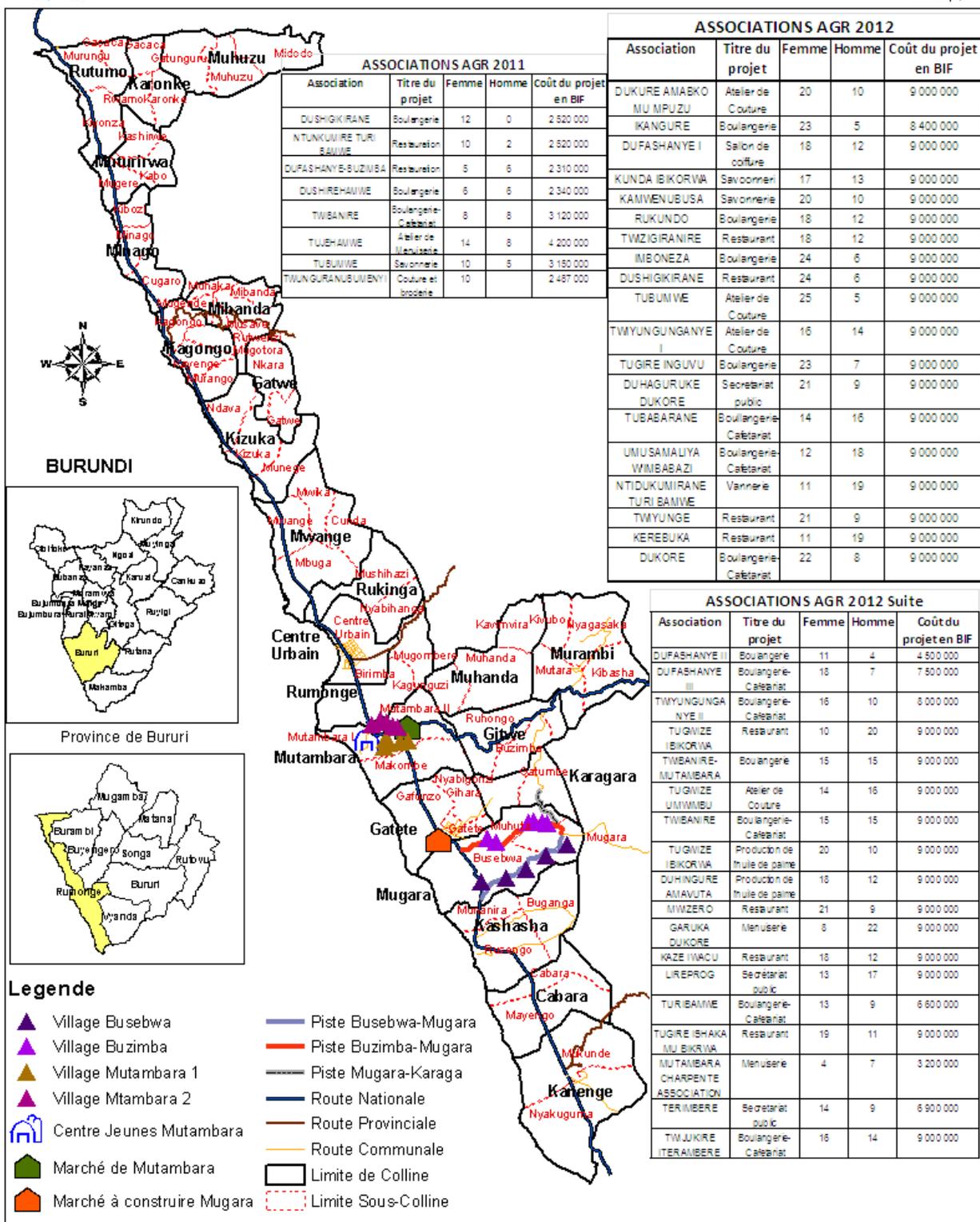
Activité 4.5 : Ateliers de formation en organisation communautaire par groupement

Au total, 5 ateliers ont été organisés à l'intention des membres des comités exécutifs des différentes associations ayant développées des AGR. L'objectif de ces ateliers était le renforcement des capacités organisationnelles des associations. Ainsi, toutes les 138 associations appuyées disposent d'attestations de reconnaissance légale délivrées par l'Administrateur communal. Les membres des 138 associations ont également participé aux ateliers sur l'élaboration des comptes prévisionnels d'exploitation.



LOCALISATION DES TRAVAUX SERVICE RECONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE

Commune Rumonge Province BURURI



Les limites protégées sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique

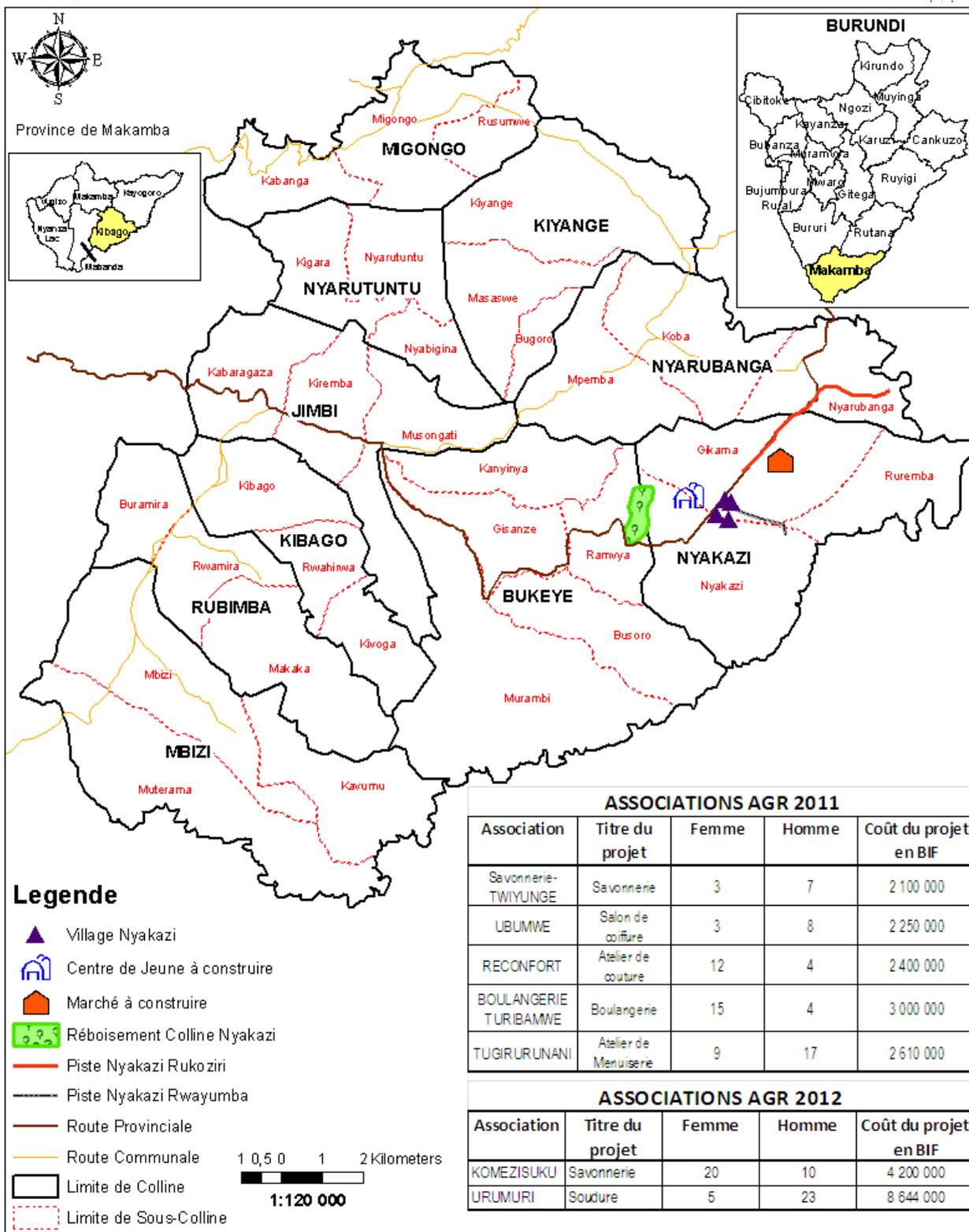
Prepared by Christian MUHETO Consultant GIS/BD
cmuheto@gmail.com



Sources : IGEBU, ISTEBU, PNUD



LOCALISATION DES TRAVAUX SERVICE RECONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE
Commune Kibago Province MAKAMBA



Les limites protégées sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique

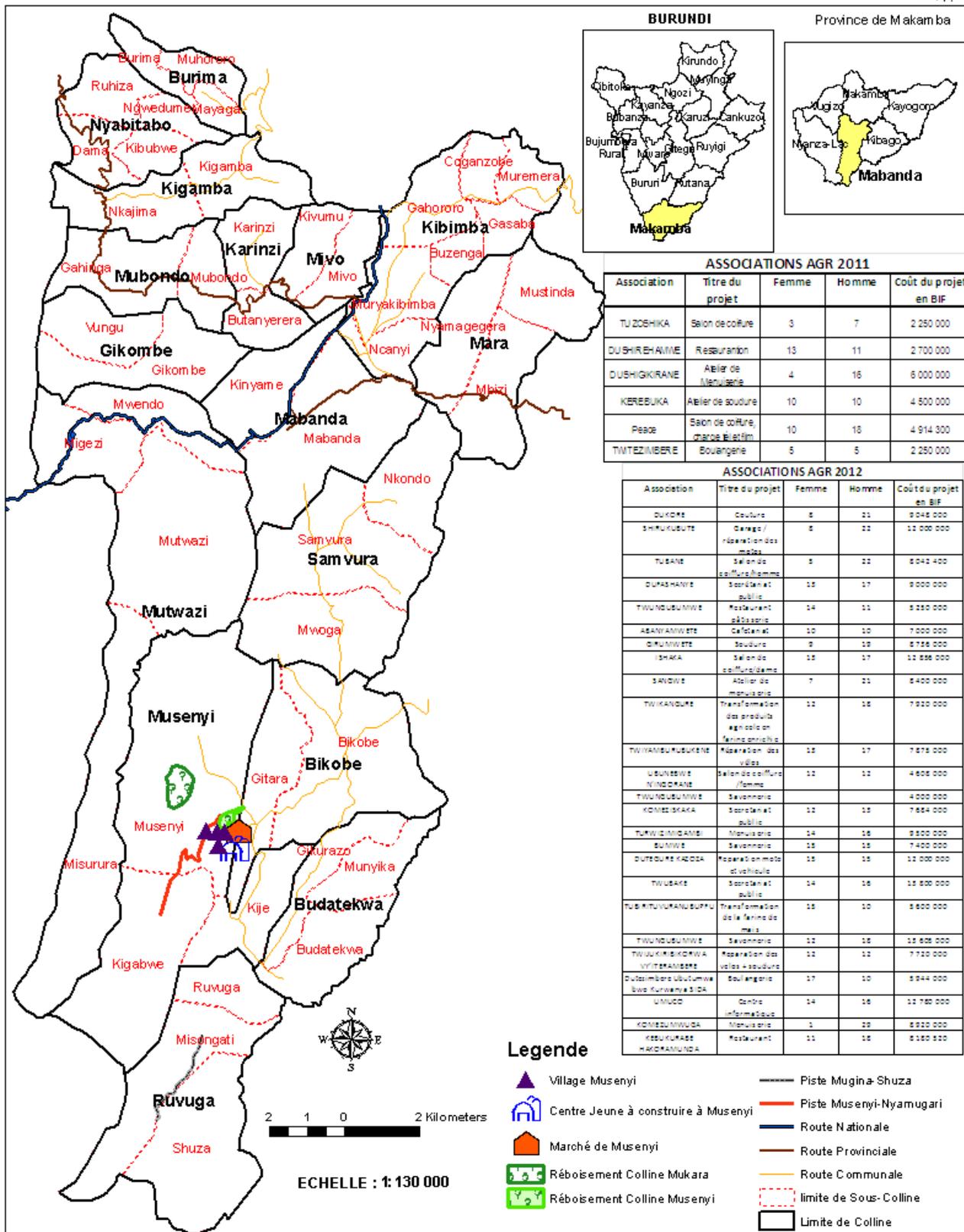
Prepared by Christian MUHETO Consultant GIS/BD
cmuheto@gmail.com



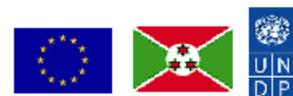
Sources : IGEBU, ISTEUBU, PNUD



LOCALISATION DES TRAVAUX SERVICE RECONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE
Commune Mabanda Province MAKAMBA



Prepared by Christian MUHETO Consultant GIS/BD
cmuheto@gmail.com

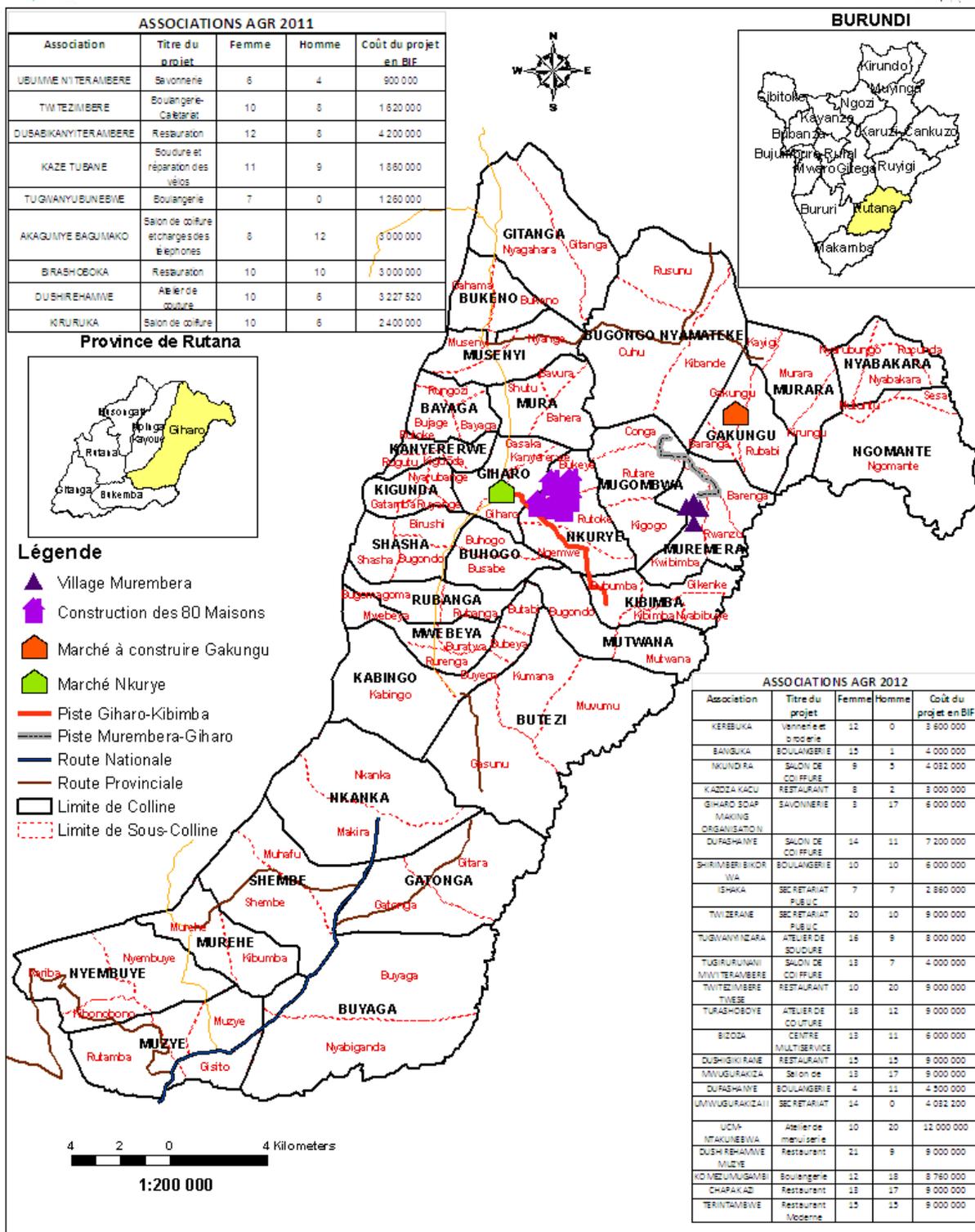


Sources : IGEBU, ISTEBU, PNUD



LOCALISATION DES TRAVAUX SERVICE RECONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE

Commune Giharo Province RATANA

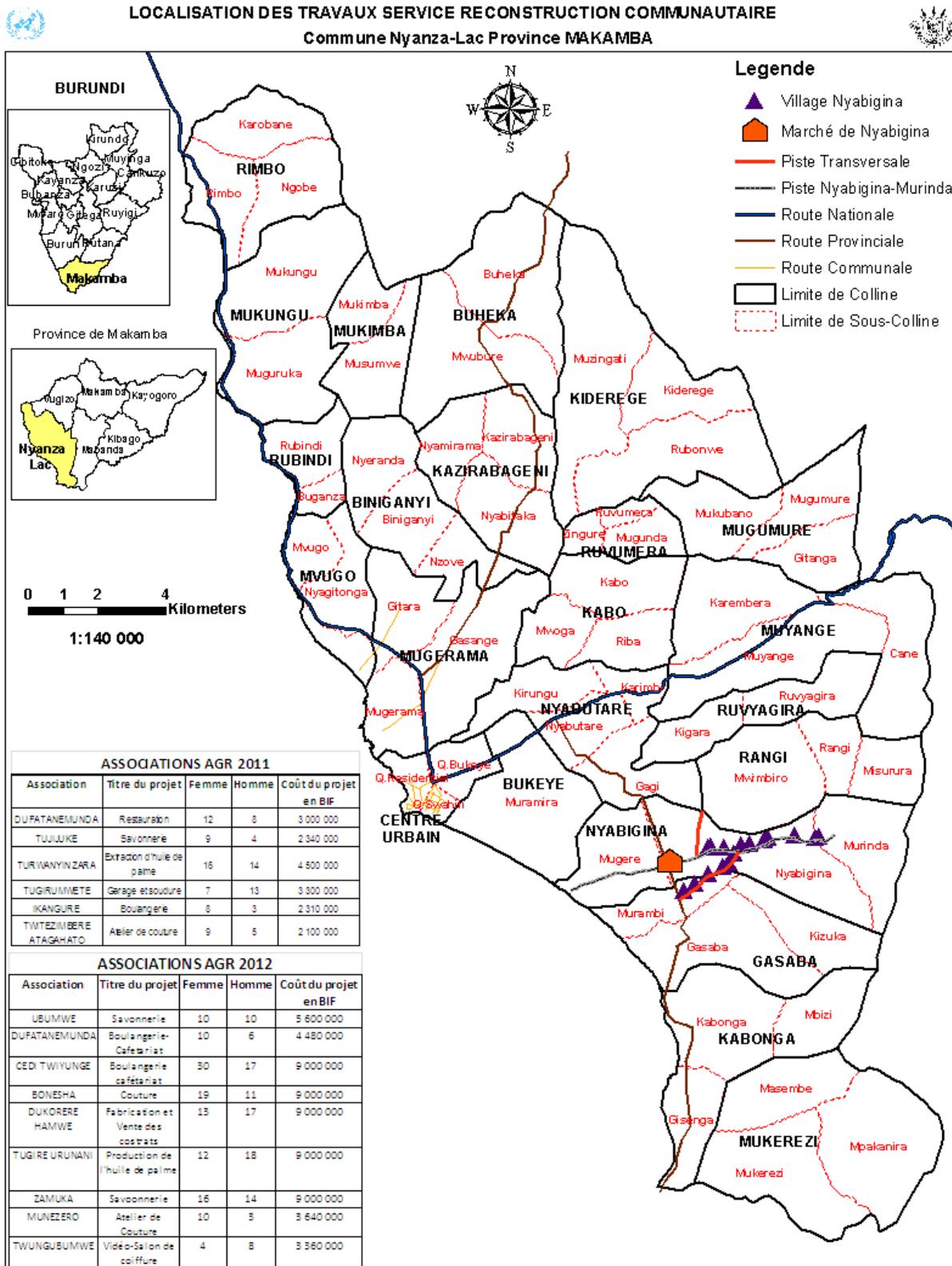


Les limites protégées sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique

Prepared by Christian MUHETO Consultant GIS/BD
cmuheto@gmail.com



Sources : IGEBU, ISTEBU, PNUD



Prepared by Christian MUHETO Consultant GIS/BD
cmuheto@gmail.com



Sources : IGEU, ISTEUBU, PNUD

4. EVALUATION DES RESULTATS ATTEINTS.

Du démarrage effectif des activités (janvier 2011) à la date d'aujourd'hui (septembre 2012), on ne peut que faire une évaluation d'effets. Dans le tableau ci-après, nous présentons les réalisations par rapport aux résultats attendus.

Résultats attendus	Indicateurs cibles annuels (janvier-Septembre 2012)	Résultats atteints (janvier-Septembre 2012)	Effets/Impacts
La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs assurées	<i>Nombre (4) de réunions des GTTP</i>	Jusqu'au 30 septembre 2012, 3 réunions des membres des GTTPV ont été organisées dans chaque province d'intervention du programme (Février, Avril, Juillet 2012)	Les GTTPV assurent la coordination et le suivi évaluation des interventions du programme LRRD-VRI
	<i>Nombre (4) de missions sur le terrain GTTN</i>	A la fin du mois de septembre 2012, les membres du GTTNV ont effectué une seule (1) mission d'appui aux GTTPV (Avril 2012)	Le GTTNV a contribué à la résolution des conflits fonciers à Nyabigina, commune Nyanza Lac et à la mise en service du centre de santé de Mutambara. Le centre de santé de Mutambara est actuellement fonctionnel.
	<i>Nombre (9) de missions sur le terrain GTTPV</i>	A la fin du mois de septembre 2012, les membres des GTTPV de Rutana et Makamba ont effectués neuf (9) descentes sur terrain chacun; le GTTPV de Bururi en a effectué cinq (5).	Les missions de terrain des membres des GTTPV ont contribué à l'établissement d'un climat de confiance entre les habitants des VRI et les membres des communautés d'accueil.

	Nombre (2) de rapports d'évaluation interne et externes	<p>Un rapport d'évaluation interne des activités de cohésion sociale première phase a été produit et validé.</p> <p>Le projet de restauration des paysages dans la commune de Mabanda et de Kibago a aussi fait objet d'une évaluation interne.</p> <p>Trois réunions CELON-Délégation UE-PNUD-FAO-Unicef ont été tenues sur l'état d'avancement des activités</p>	<p>Les recommandations formulées ont été prises en compte dans la programmation des activités de cohésion sociale seconde phase ainsi que les activités de restauration des paysages seconde phase.</p> <p>Les recommandations formulées lors des réunions CELON-Délégation UE-PNUD-FAO-Unicef ont contribué dans l'amélioration de la gestion du programme.</p>
2. Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective	Nombre (125) d'acteurs locaux participants aux séances/ateliers/débats communautaires sur la cohésion sociale	-125 acteurs locaux (administration, CCDC, comités VRI, élus locaux, société civile, leaders communautaires) formés sur différents thèmes relatifs à la cohésion sociale et à la gouvernance locale.	125 acteurs locaux formés pour une meilleure gestion des conflits dans leurs localités respectives et pour une bonne gouvernance locale.
	Nombre (7) de thèmes développés	<p>Sept (7) thèmes ont été retenus et validés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits et devoirs du citoyen : participation citoyenne et redevabilité • Code des personnes et de la famille : mariage, filiation, actes d'Etat civil • Redevabilité de l'administration, des élus locaux vis-à-vis du citoyen • Loi communale • Education civique • Leadership/Citoyenneté • Information et participation au processus de planification locale • La reproduction responsable • 	

	<p>Nombre (26) de compétitions sportives et culturelles organisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 26 compétitions sportives et culturelles ont été organisées dans les cinq communes d'intervention du programme (Giharo, Kibago, Mabanda, Nyanza Lac et Rumonge) - 25 équipes mixtes de football et 41 groupes mixtes de danses traditionnelles composés des habitants des VRI et des membres des communautés d'accueil ont été constitués. 	<p>Renforcement de la cohésion sociale et de rapprochement communauté.</p>
	<p>Nombre (200) ménages du VRI de Nyabigina ayant bénéficié de terres cultivables au cours de l'année 2012</p>	<p>200 ménages du VRI de Nyabigina ont accès aux terres cultivables.</p>	<p>Avec l'accès aux terres cultivables, la sécurité alimentaire des habitants des VRI pourra s'améliorer.</p>
	<p>Nombre (400) de conflits fonciers résolus</p>	<p>Plus de 400 cas de conflits fonciers résolus à Nyabigina</p>	<p>Avec la résolution des conflits fonciers dans le VRI Nyabigina a contribué à l'amélioration du climat social entre les habitants des VRI et les membres de la communauté d'accueil.</p>
<p>3. Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures</p>	<p>- Nombre (8) projets de création d'emploi temporaires (HIMO) mis en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Huit (8) projets de créations d'emplois temporaires (HIMO) ont été développés et mis en œuvre. - Quatre (4) projet de créations d'emplois temporaires en faveur des jeunes ont été développés et sont en phase de démarrage 	<p>960 familles des VRI ont accès aux revenus temporaires et l'économie de leurs ménages est améliorée.</p>
	<p>- Nombre (480) femmes et Nombre (480) hommes bénéficiaires des projets de création</p>	<p>960 emplois temporaires créés pour 480 femmes et 480 hommes.</p>	

	d'emplois temporaires et rapides		
	Masse monétaire injectée dans la communauté	Une masse monétaire de 581.608.000 FBU a été injectée dans la communauté dont 299.520.000 au titre des salaires versés aux travailleurs bénéficiaires des projets de créations d'emplois temporaires, 99.840.000 FBU comme épargne devant permettre la poursuite du processus de réintégration durable et 182.248.000 FBU versé à travers les Agences communautaires d'exécution pour couvrir les frais d'équipement, le paiement des services des équipes de gestion des projets et les frais de fonctionnement.	- Les familles des habitants des VRI participants dans la mise en œuvre des projets disposent des revenus temporaires pour subvenir aux besoins familiaux de première nécessité - A travers les mécanismes d'épargne, les travailleurs bénéficiaires des projets ont les moyens de s'acquitter de leur contribution individuelle et accéder aux appuis de la réintégration durable
	- Nombre d'infrastructures socio-économiques réhabilitées	4 pistes réhabilitées 1 marché local construit 3 marchés en cours de construction Les travaux de construction 4 centres jeunes	La circulation des personnes, biens et services améliorée. Le volume de transactions augmenté.
	- Nombre (80) de maisons en cours de construction	56 maisons construites avec un stock de briques pour 12 maisons.	Les conditions de logement de 56 sont améliorées.
4. Réintégration des populations cibles, relance des activités productives et promotion de l'entreprenariat	Nombre (138) d'AGR appuyés	138 microprojets d'AGR appuyés.	Les capacités organisationnelles et de conception et développement des microprojets des membres d'association bénéficiaires d'appui ont été renforcés.
	Nombre (34) AGR enregistrés à API (Agence de promotion des Investissements	<ul style="list-style-type: none"> 34 Petites Entreprises créées et enregistrées dans l'API 	

	- Type d'AGR financés	<ul style="list-style-type: none"> • Couture-broderie • Boulangerie-caféteria. • Coiffure, charge batterie et loisirs (film-vidéo). • Restauration • Extraction d'huile de palme • Savonnerie • Soudure • Réparation des vélos et motos • Menuiserie • Secrétariat public 	La réintégration socio-économique des habitants des VRI et des membres de la communauté d'accueil est assurée
5. Thèmes transversaux	Nombre (2) de projet de reboisement en HIMO	Un (1) Projet de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Giharo est en cours d'exécution en partenariat avec INECN	Trois (3) pépinières ont été mise en place pour la production de 240.000 plants pour le reboisement de 120 ha et pour une meilleure protection contre les changements climatiques.
	Nombre (82) femmes et nombre (68) hommes bénéficiaires des projets de reboisement en HIMO	150 personnes participent à la mise en œuvre et l'entretien des pépinières	Les familles des 150 personnes participant au projet ont accès aux revenus temporaires pour subvenir aux besoins familiaux de première nécessité.
	Campagnes de sensibilisation pour la lutte contre la VIH/SIDA et les violences basées sur le genre	Quatre (4) microprojets de création d'emplois temporaires dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA et les Violences Basées sur le Genre ont été mis en œuvre. Trois cent vingt (320 personnes) dont 224 femmes ont été recrutés comme main d'œuvre non qualifiée pour les quatre projets. 48 séances (12/commune) de sensibilisation ont eu lieu pendant ces 3 mois pour 320 bénéficiaires.	Amélioration des connaissances sur le danger, la stigmatisation et les moyens de protection contre le VIH/SIDA. Amélioration des connaissances sur les droits et protection contre les violences Basées sur le Genre. Les familles des 320 personnes participant au projet ont accès aux revenus temporaires pour subvenir aux besoins familiaux de première nécessité.

4.1. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre

Le projet a connu des difficultés dues au retard dans le paiement des différentes tranches de financement. Ces retards résultent d'une part des lourdeurs administratives du PNUD et d'autre part des faibles capacités d'exécution des Agences Communautaires d'Exécution dans la production des rapports financiers : non maîtrise du processus d'achat et de passation des marchés, la méconnaissance des pièces justificatives éligibles, etc.

La procédure interne du PNUD pour le recrutement des entreprises de construction est souvent longue. Ceci a constitué un handicap dans la mise en œuvre des activités de consolidation des travaux de réhabilitation des pistes ou de construction de marchés locaux. Il en est de même de la mise en œuvre des activités de construction des centres jeunes communautaires.

4.2. Modifications apportées à la mise en œuvre des activités

Comme dit dans le premier rapport intermédiaire, les activités relatives au produit 4 n'ont pas été exécutées comme initialement prévues. Une étude réalisée sur terrain a montré l'existence d'une multitude d'associations d'activités génératrices de revenus non structurées et sans moyens financiers pour réaliser leurs microprojets.

Afin de soutenir durablement ces associations d'AGR, le PNUD a développé une approche novatrice d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de réintégration appelée « Approche 3X6 » constituée de trois phases (**Inclusion, Appropriation, Durabilité**). Il s'agit d'une approche intégrée qui crée les conditions qui permettent aux bénéficiaires d'être au contrôle de leur processus de développement et des résultats. Elle vise à la réintégration tant sociale qu'économique des personnes affectées par le conflit. Les capacités des bénéficiaires sont utilisées et renforcées afin de permettre de mieux comprendre et saisir les opportunités économiques. L'approche propose une réponse simple, systématique et globale pour construire et consolider la paix dans un contexte socio-économique qui est souvent très complexe, économiquement limité et politiquement contesté.

Cette approche a été préférée parce qu'elle permet de mettre à contribution les bénéficiaires qui, avant d'être appuyés, doivent aussi s'investir et fournir le fond de départ de leur AGR. En effet, l'épargne est générée suite à la création d'emplois temporaires. C'est grâce à cette épargne et à l'appui du PNUD que les bénéficiaires regroupés en associations parviennent à débiter leurs différentes AGR en concurrence de 25% du budget pour l'association et 75% du budget pour la subvention octroyée par le PNUD.

L'approche, qui avait semblé occasionner des retards dans la mise en œuvre des activités au cours de la première du programme, a été bien intégrée et comprise par les habitants des VRI et les communautés d'accueil en témoigne le nombre d'AGR appuyées au cours de cette deuxième année par rapport à la première année. Le nombre a été multiplié par trois passant de 35 pour l'année 2011 à 104 AGR pour l'année 2012.

Au cours de la première année, le programme faisait recours aux Agences Communautaires d'Exécution (il s'agit des associations locales aux compétences techniques et organisationnelles limitées et dont la reconnaissance légale s'arrête au niveau des Communes) pour l'encadrement des travailleurs engagés dans les projets de création d'emplois temporaires ou dans l'encadrement des associations dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus.

Au cours de cette année 2012, compte tenu du volume des activités, il a été jugé bon de recourir aux services d'ONG d'interface ayant plus de capacités techniques, financières et organisationnelles. C'est dans ce cadre que l'ONG COPED a été recrutée pour assurer l'encadrement des projets de création d'emplois temporaires et les ONG APRODEC et ACORD pour assurer l'encadrement des associations d'activités génératrices de revenus. Dans la commune de Rumonge, le recours aux services des ACE (ALJS et APDDH) reste en vigueur.

Compte tenu de la spécificité des travaux de construction d'infrastructures (maisons, centres jeunes), l'on a fait procéder à une combinaison de deux approches à savoir : exécution par entreprise et création d'emplois temporaires avec l'utilisation d'une haute intensité de main d'œuvre.

Le non accès aux terres cultivables pour les habitants de certains VRI en l'occurrence ceux de la commune Rumonge a constitué également un obstacle à la réalisation des résultats attendus de la composante « Cohésion sociale ».

Liste des partenaires et montants des contrats signés

Nom du contractant	Montant (FBU)	Procédure d'attribution	Activités
PARESI	158.412.848	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Construction de 80 maisons
APRODEC MAKAMBA	200.503.578	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Appui dans l'encadrement de 31 AGR
APRODEC RUTANA	206.160.822	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Appui dans l'encadrement de 36 AGR
ACORD	194.256.925	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Appui dans l'encadrement de 28 AGR
AJLS	27.454.000	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Appui dans l'encadrement de 5 AGR
APDDH	26.640.000	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Appui dans l'encadrement de 4 AGR
BBIN-SPARK	193.738.200	Signature de la lettre d'accord	Appui à la restructuration et le

		d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	renforcement des capacités de 34 AGR en PME
BBIN-SPARK	40.793.720	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Etude de marchés et évaluation des OP non agricoles
INECN GIHARO	26.804.400	Signature de la lettre d'accord avec une institution gouvernementale après évaluation des capacités	Restauration des paysages et reboisement en HIMO
INECN-KIBAGO	17.296.000	Signature de la lettre d'accord avec une institution gouvernementale après évaluation des capacités	Restauration des paysages et reboisement en HIMO
ALUPA	18.038.400	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Mise en place des activités de cohésion sociale et de gouvernance locale
CERDES	61.108.600	Signature de contrat des travaux	Mise en place des activités de cohésion sociale et de gouvernance locale
GITEC	92.478.450	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de construction de trois (3) marchés locaux
ECOTRAVE	84.400.000	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de réhabilitation de la piste BUZIMBA-MUGARA ; BUSEBWA-MUGARA.
ECC	66.835.000	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de réhabilitation de la piste GIHARO-KIBIMBA
EDICOR	59.400.000	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de réhabilitation de la piste MUGERE-NYABIGINA-MIRINDA.
ERGC	59.101.800	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de réhabilitation de la piste MUGINA-SHUZA.
SOCOA	68.130.000	Signature de contrat des travaux après lancement d'avis d'appel d'offres public	Consolidation des travaux de réhabilitation de la piste NYAKAZI-RUKOZIRI.
COPEDE-MARCHES	155.250.000	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Encadrement des travaux de construction de trois marchés locaux
COPEDE-PISTES	172.500.000	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant » après évaluation des capacités	Encadrement des travaux de réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari et de construction de 4 centres jeune

Plan d'action mis à jour

Septembre 2012 - Août 2013													
Activité	Semestre 1						Semestre 2						Organisme de mise en œuvre
	Mois 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
1. Appuyer la mise en place des mécanismes de coordination du programme VRI													
Organisation des réunions bimensuelles des GTTP dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana													GTTPV
Organisation des missions de terrain des membres du GTTNV													MSNDPHG
Organisation des missions de terrain des membres du GTTPV dans les différents VRI de la province													GTTPV
Organisation réunions de coordination générale du programme VRI													MSNDPHG
Organisation des sessions de formations des acteurs locaux en gestion et coordination sur la thématique VRI et sur la prise en compte des VRI dans l'administration locale													Organisation de la Société Civile
Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet													MSNDPHG; GTTPV; PNUD
2. Renforcer la cohésion sociale intra-communautaire à travers la promotion du développement local et la prévention et la résolution des conflits, notamment dans le domaine foncier													
Mise en œuvre d'un programme de réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés													Organisation de la Société Civile
Appuyer l'identification des terres et la sécurisation foncière via les diagnostics socio foncier (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers													MSNDPHG. GTTPV
3. Améliorer l'offre, la qualité et l'entretien/maintenance des infrastructures socioéconomiques et communautaires													
Identification et mise en œuvre des microprojets de création d'emplois temporaires et rapides													ONG d'interface

Appui à l'amélioration du cadre de vie des habitants des VRI	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	PARESI	
Appui à la restauration et à la protection de l'environnement par le reboisement en HIMO	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	INECN
4. Assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles et la réduction de la pauvreté à travers la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat local.																	
Appui aux Activités Génératrices de revenus et à la promotion de l'entrepreneuriat local	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	ONG d'interface

5. PARTENAIRES ET AUTRE COOPÉRATION

Le programme LRRD d'appui aux VRIs est basé sur une approche intégrée et par conséquent les partenaires d'exécution ayant reçu le financement de l'Union Européenne doivent travailler dans un cadre coordonné. C'est pour cette raison qu'il est organisé une réunion sur l'état d'avancement des activités regroupant le Ministère des Finances, l'Union Européenne, le PNUD, la FAO et l'Unicef.

En plus des réunions régulières sur l'état d'avancement des activités et sa régularité dans les réunions de coordination au niveau provincial et au niveau communautaire, la présence de la FAO sur le terrain avec l'ouverture d'un bureau à côté de celui du PNUD à Makamba favorise l'échange d'informations, la complémentarité et une bonne coordination des activités.

Le PNUD à travers son équipe du projet VRI a développé des synergies avec la FAO pour la mise en œuvre d'un projet conjoint de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Giharo. L'encadrement technique du projet est assuré par l'Institut National de l'Environnement et de la Conservation de la Nature (INECN). Le PNUD contribue à 82% du budget total du projet contre 18% pour la FAO.

Au niveau central, le Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre a désigné un point focal pour faciliter la mise en œuvre de l'action. Le point focal participe régulièrement aux réunions du comité d'approbation des projets et aux ateliers organisés dans les communes d'intervention par le programme, effectue des missions d'appui aux GTTPV et de suivi des activités sur le terrain. Les relations avec le Ministère sont excellentes ; ce qui contribue au bon déroulement des activités.

Au niveau provincial, la collaboration avec les gouverneurs de provinces et président des GTTPV est très bonne. De manière générale, les gouverneurs de province se sont appropriés le fonctionnement des GTTPV : ils président les réunions ou délèguent les points focaux en cas d'absence, participent aux descentes sur terrain. Les autorités provinciales des trois provinces font preuve d'une grande disponibilité chaque fois que leur appui est sollicité.

Au niveau communautaire, les membres des CCDC et des comités des VRI ont bénéficié des formations leur permettant d'assurer un suivi quotidien de la mise en œuvre des projets de création d'emplois temporaires. Ils constituent ainsi l'équipe de suivi programmatique des projets. Des outils nécessaires pour assurer ce suivi ont été mis à leur disposition. Un don du PNUD de 1000 vélos a été remis au Ministère du développement communal et ces vélos sont destinés aux CCDC et CPD de tout le pays. Dans la zone sud, 204 vélos seront donnés soit 84 à Bururi, 60 à Makamba et 60 à Rutana.

L'encadrement des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires a été confié à l'ONG COPED. Les ONG APRODEC et ACORD ont été retenues pour assurer l'encadrement des AGR appuyées et contribuent au renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles.

Des messages de satisfaction de la part des bénéficiaires directs et groupes cibles de l'action sont régulièrement enregistrés lors des différentes visites sur le terrain et

rencontres. L'administration locale, les membres des CCDC et ceux des comités des VRI jouent un rôle déterminant dans le choix des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires.

Pour les travaux de construction, des contrats ont été signés avec des entreprises spécialisées dans le génie civil. Aussi, un accord de collaboration a été conclu avec le groupement BBIN-SPARK pour la promotion de l'entrepreneuriat local.

Consolidation des actions financées par ECHO

Au mois de janvier 2010, le PNUD a reçu de l'Union Européenne via ECHO un financement dans le cadre du programme d'urgence de viabilisation des villages ruraux intégrés. Parmi les principales réalisations enregistrées figurent le renforcement des institutions locales avec la mise en place et l'appui au fonctionnement des GTTPV, l'organisation des descentes conjointes sur le terrain, le renforcement des capacités des CCDC par l'organisation d'ateliers de formations. Dans le cadre du renforcement des départements de l'aménagement du territoire au niveau provincial, 3 motos ont été mises à la disposition du ministère concerné au bénéfice de ses départements provinciaux (Bururi, Makamba, Rutana). Un projet d'appui à l'aménagement du marais de Rwayumba dans la commune de Kibago a été mis en œuvre. Dans le domaine de cohésion sociale, un poste téléviseur a été offert aux habitants du VRI de Nyakazi. Le projet avait initié une étude d'établissement du profil socio-économique des habitants des VRI. Ce travail a été fait pour le VRI de Nyakazi.

Ainsi, le programme LRRD-VRI est venu renforcer, compléter et consolider les acquis du programme précédent sur financement par ECHO. En effet, la composante « Appui au fonctionnement des mécanismes de coordination » a contribué à la redynamisation et au fonctionnement du GTTPV. Ainsi, les GTTPV des trois provinces tiennent régulièrement leurs réunions et effectuent des descentes dans les VRI pour renforcer la cohésion sociale et mobiliser les habitants des VRI à l'auto développement. Le programme a mis à profit les capacités des CCDC et des membres des comités des VRI dans l'identification des projets de création d'emplois temporaires, la sélection des travailleurs bénéficiaires de ces projets et dans le suivi programmatique des projets.

Avec la mise en œuvre du projet HIMO pour l'aménagement du marais de Rwayumba, les habitants et l'administration communale de Kibago avaient déjà acquis une certaine expérience de la stratégie et des modalités pratiques de mise en œuvre de ce genre de projet, ce qui a constitué un atout pour la mise en œuvre du présent programme. Aussi, la composante mise en œuvre par la FAO a beaucoup profité de l'existence du marais réhabilité pour le développement des activités de maraîchage. Aussi, l'aménagement de la piste Nyakazi-Rwayumba a facilité particulièrement l'approvisionnement des intrants agricoles et le transport des récoltes

En collaboration avec le HCR, des données démographiques et socio-économique de tous les habitants des VRI ont été collectées et intégrées dans la base de données installées au sein du HCR. Ces données permettent d'établir le profil socio économique de chaque habitant de tous les habitants des VRI.

6. VISIBILITÉ

Les quatre partenaires formels de l'action ont élaboré un plan commun de visibilité et de communication (voir annexe.). Le document a été validé et partagé avec l'Union Européenne.

Pour son opérationnalisation, une mission conjointe PNUD-FAO a eu lieu du 15 au 18 février 2012. Les résultats de la mission ont été :

- Production d'articles pour le web
- Photos-reportage
- Récolte d'images vidéo devant servir de base à la production d'un documentaire à publier sur le site web (bureau et siège).

Un film documentaire sur la composante du Programme exécuté par le PNUD a été produit et mis sur le site web du PNUD et partagés avec la CELON, la Délégation de l'Union Européenne, le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre ainsi qu'avec tous les partenaires impliqués dans l'exécution du Programme.

A titre d'exemples, voici le lien vers l'interview de Laliya Kabeza (L.K.) [Formation en maçonnerie : Garantir la stabilité financière et l'emploi des femmes.](#)

Et le lien vers le film documentaire, photo et images vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=6XCT1cDLKOQ&list=UU8qmt6-uuo4-Ka9-VRwtN_A&index=1&feature=plcp

Le PNUD en collaboration avec la FAO et l'Unicef a recruté une équipe de deux consultants pour produire un film documentaire sur l'ensemble des composantes du Programme LRRD. Pour les composantes PNUD et Unicef, la prise des images, témoignages, interviews ont eu lieu du 03 au 07 septembre 2012. Les mêmes activités ont eu lieu une semaine après pour la composante FAO. Les travaux de finalisation du documentaire sont en cours.

La Journée Internationale de la Paix a été, cette année 2012, célébrée dans le Village Rural Intégré de Nyakazi qui a été choisi parce que les habitants du VRI et les résidents ont parvenus à trouver une solution durable aux conflits fonciers qui les opposaient. Les cérémonies ont été rehaussées par la présence du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi et du Ministre de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre.

Dans tous les discours de circonstances en général et ceux du Représentant Spécial et du Ministre, des remerciements ont été adressés publiquement à l'Union Européenne pour son appui financier. En effet, les actions ayant abouti à la résolution définitive des conflits fonciers à Nyabigina figurent parmi les activités de la composante PNUD du Programme LRRD financé par l'Union Européenne.

Des T-shirt portant le nom du Programme LRRD-VRI, les logos du Gouvernement, de l'Union Européenne et des trois agences partenaires d'exécution ont été imprimés et distribués aux membres des GTTPV, aux participants aux ateliers sur la cohésion sociale et la gouvernance locale et aux participants aux compétitions sportives et culturelles.

Des modules de formation sur la cohésion sociale et la gouvernance locale ont été produits et consignés dans un seul document portant le logo du Gouvernement, de l'Union Européenne, du PNUD et de l'ONG encadreuse notamment CERDES pour Bururi et Makamba et ALUPA pour Rutana.

Les cérémonies de clôture des compétitions sportives et culturelles organisées par l'ONG CERDES dans le secteur de Mutambara zone Gatete commune Rumonge ont été couvertes et diffusées par la RTNB.

Des panneaux ont été confectionnés et installés sur les infrastructures réhabilitées/construites particulièrement sur les marchés locaux de Mutambara, Nyabigina, Musenyi et Giharo.



La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des Actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet d'EuropeAid ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Non

Nom de la personne de contact pour l'Action: AIBINU Aderemi

Signature:

Localité: Bureaux PNUD/CISNU, sis Boulevard de l' UPRONA, Rohero- Bujumbura.

Date à laquelle le rapport était dû:

7. RAPPORT FINANCIER

Tableau synthèse du rapport financier

	Tableau synthèse du rapport financier		
Montant reçu 2^{ème} tranche(UE)	825,935		
Contribution PNUD	89,265		
Reliquat de la 1ere tranche	167,082		
Total	1,082,282		
Description	Budget (€)	Dépenses (€)	% Budget dépensé
1.Ressources humaines	291,606	254,226	87
2.Voyages	4,906	0	0
3.Equipement matériel et fournitures	5,000	5,000	100
4.Bureau local	26,476	36,537	138
5.Autres coûts et services	55,000	10,738	20
6. Autres	628,492	1,103,746	176
7. Sous-total des coûts directs de l' Action (1-6)	1,011,479	1,434,501	142
8. Provision pour imprévus* (maximum 5 % de 7, sous-total des coûts directs éligibles de l' Action)	0	0	0
9. Total des coûts directs éligibles de l' Action (7+ 8)	1,011,479	1,434,501	142
10. Coûts administratifs (maximum 7 % de 9, total des coûts directs éligibles de l' Action)	70,803	100,415	142
11.Total des coûts éligibles (9+10)	1,082,282	1,534,916	142

Pour plus de détails, voir le rapport financier

8. ANNEXES 1

Annexe 1 : TABLEAU DU RAPPORT FINANCIER

Contrat n° FED/2010/244-424
 Période d'exécution du contrat (11/08/2010-10/08/2013)

Rapport financier intermédiaire période (01 Janvier 2012 au 31 Octobre 2012)	Toutes les années				Réallocations	Budget prévu au contrat/avenant Anne 2				Dépenses effectivement encourues				Taux d'exécution (en %)	
										Par devise			Total pour la période en EUR		
	Unité	# d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coûts (en EUR)		Unité	# d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coûts (en EUR)	Nom de la devise n°1: USD américains	Taux de change période (jj/mm/aaaa- Fx- jj/mm/aaaa):	# total d'unités pour toutes les devises	Coût total de la période (en EUR)		
Dépenses				réallocation autorisée (article 15.9 des conditions générales)											
						(a)	(b)	(a)*(b)	(d ₁)	(e ₁)	(f ₁)=(d ₁)*(e ₁)	(g ₁)=(f ₁)*(Fx-rate ₁)	Sum (d ₁ àd _n)	(h)=Sum (g ₁ àg _n)	
1. Ressources humaines											USD				
1.1 Salaires du personnel local											0				
1.1.1 Techniques											0				
Coordonnateur en développement communautaire (SB4)	Par mois	36	2 086	75 096		Par mois	12	2 086	25 032	12	2 651	31 807	25 032	25 032	100

Chargé en suivi et évaluation (SC6)	Par mois	36	2 011	72 396		Par mois	12	1 960	23 519	12	2 555	30 663	23 519		23 519	100
1.2 Administratif / personnel de soutien												0				
Assistant administratif et financier (SC6)	Par mois	36	1 610	57 960		Par mois	12	1 610	19 320	12	2 046	24 549	19 320		19 320	100
Planton	Par mois	36	232	8 352		Par mois	12	232	2 784	12	295	3 537	2 784		2 784	100
Chauffeurs (2)	Par mois	36	352	12 672		Par mois	12	352	4 224	24	447	10 734	8 448		8 448	200
1.2 Salaires du personnel international									0			0	0		0	
Conseiller Technique principal	Par mois	36	14 282	514 162		Par mois	12	14 282	171 387	9	18 148	163 330	128 540		128 540	75
* Expert en planification local (VNU international)+ 3 UNU Nationale	Par mois	36	3 328	119 819		Par mois	12	3 328	39 940	12	4 229	50 749	39 940		39 940	100
1.3. Perdiems pour missions /voyages assignés à l'action au niveau local	Per diem	540	30	16 200		Per diem	180	30	5 400	201	38	7 662	6 030		6 030	112
Sous-total Ressources humaines				876 656					291 606			323 032	254 226		254 226	87
2. Voyages												0	0			
2.1. Voyages internationaux	Par vol	4	1 264	5 056		Par vol	2	1 264	4 906			0	0			0
Sous-total Voyages				5 056					4 906			0	0			0
3. Equipement, matériel et fournitures												0	0			
3.1 Achat de véhicules (C1)	Par véhicule	2	32 447	64 894		Par véhicule			0	0	0	0	0		0	
3.2 Mobilier, matériel d'ordinateur (C1)	Lump sum	1	16 800	16 800		Lump sum	1	5 000	5 000	1	6 353	6 353	5 000		5 000	100
Sous-total matériel et fournitures				81 694					5 000			6 353	5 000		5 000	100
4. Bureau local												0	0			
4.1 Coût des véhicules-carburant, entretien et assurances	Par mois	36	1 100	39 600		Par mois	12	1 264	15 170	12	3 036	36 429	28 669		28 669	189
4.2 Location de bureaux	Par mois	36	351	12 636		Par mois	12	351	4 212	12	324	3 884	3 057		3 057	73

4.3 Consommables - Fournitures de bureau	Par mois	36	280	10 080		Par mois	12	291		12	256	3 068	2 415		2 415	
4.4 Autres services (tél/fax, électricité/chauffage, maintenance)	Par mois	36	300	10 800		Par mois	12	300	3 600	12	254	3 045	2 396		2 396	67
Sous-total Bureau local				73 116					26 476			46 425	36 537		36 537	138
5. Autres coûts, services																
5.1 Rapport et Publications	Lump Sum	1	20 000	20 000		Lump sum	1	20 000	20 000							0
5.2 Coûts des audits	Lump Sum	1	15 000	15 000		Lump sum	1	15 000	15 000							0
5.3 Action de visibilité	Lump Sum	1	20 000	20 000			1	20 000	20 000	1	13 644	13 644	10 738		10 738	54
Sous-total autres coûts, services				55 000					55 000			13 644	10 738		10 738	20
6. Autres																
6.1 Appui à la coordination (C1)																
6.1.1 Réunion de GTTP (1x/mois, 16 personnes à 6 max)	réunion	36	96	3 456		réunion	12	365	4 376	20	198	3 959	3 116		3 116	71
6.1.2 Missions nationales au terrain (1x/mois, 7 personnes à 15 max)	Mission	36	105	3 780		mission	12	136	1 630	8	71	565	445		445	27
6.1.3 Missions provinciales au terrain (1x/mois, 16 personnes à 6 max)	Mission	36	96	3 456		mission	12	365	4 376	27	147	3 959	3 116		3 116	71
6.1.4 Réunion de coordination générale/partenaires (15 personnes)	réunion	36	15	540		réunion	3	884	2 652			0	0		0	0
6.1.5 Equipements (motos aux Directions du Plan)	moto	3	4 000	12 000			0	0	0	0	0	0	0		0	
6.1.6 Renforcement capacités agents provinciaux	Formation	3	9 000	27 000		Formation	1	11 097	11 097	1	11 097	11 097	8 733		8 733	79
6.2 Evaluation des capacités des acteurs locaux	Etude	1	3 150	3 150		Etude	1	3 057	3 057			0	0		0	0

6.3 Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques (pistes rurales, marchés)	Contrat	9	47 470	427 230	138 407	Contrat	20	12 626	252 522	20	28 531	570 620	449 078		449 078	178
6.4 Financement en entrepreneuriat local & AGR-microprojet				600 000			138	1 648	227 373	138	4 899	676 055	532 056		532 056	234
6.4.1 Etudes des opportunités (est.)	Contrat	1	15 000	15 000		Contrat	1	12 373	12 373	1	28 567	28 567	22 482		22 482	182
6.4.2 Formation en métiers (est)	Contrat	1	140 000	140 000		Contrat	70	929	65 000	6	22 612	135 671	106 773		106 773	164
6.4.3 Equipement et matériel de démarrage (est)	Contrat	1	200 000	200 000		Contrat	138	1 558	215 000	104	4 921	511 817	402 800		402 800	187
6.4.4 Sous contrat	Contrat	1	30 000	30 000		Contrat	0	0	0	0	0	0	0		0	
6.4.5 Suivi/supervision/accompagnement (est)	Contrat	1	30 000	30 000		Contrat	0	0	0	0	0	0	0		0	
6.5 Renforcement des capacités en techniques de transformation et de conservations des produits agricoles	associations	32	5 000	160 000		associations	0	0	0			0	0		0	
6.6 Renforcement spécifique du démarrage des micro-projets productifs	Lump sum	1	25 000	25 000		Lump sum	0	0	0	0	0	0	0		0	
6.7 Reboisement en projet HIMO (2 projets/village)	Projet	18	25 000	450 000		projet	2	19 408	38 816	2	34 797	69 594	54 771		54 771	141
6.8. Campagnes de promotion sur la cohésion sociale (1-2 campagnes/village)	Campagne	9	2 000	18 000		Campagne	5	7 821	39 107	5	10 085	50 425	39 685		39 685	101
6.9. Etudes/analyses liées au diagnostic socio-foncier (1/commune)	Etude-diagnostic	6	5 000	30 000		Etude diagnostique	3	2 911	8 734	1	9 208	9 208	7 247		7 247	83
6.10 Réhabilitation des maisons des anciens villages	Maison	70	1 400	98 000		maison	28	1 359	37 809	28	1350	37 809	29 756		29 756	79
6.11. Construction et équipement de centres jeunes	Centre	4	21 350	85 400						0	0	0	0		0	
Sous-total Autres				1 762 012					628 492			1433292	1128000		1128000	179

7. Sous-total des coûts directs de l'Action (1-6)				2 853 534	0	0	0	0	1011479	0	0	1822746	1434501		1434501	142
8. Provision pour imprévus* (maximum 5 % de 7, sous-total des coûts directs éligibles de l'Action)				138 407	0				0	0	0	0	0		0	
9. Total des coûts directs éligibles de l'Action (7+ 8)				2991941					1011479	0	0	1822746	1434501		1434501	142
10. Coûts administratifs (maximum 7 % de 9, total des coûts directs éligibles de l'Action)				203 458					70 803	0	0	127 592	100 415		100 415	142
11. Total des coûts éligibles (9+10)				3 195 399					1082282	0	0	1950338	1534916		1534916	142
12. Taxes																
13. Total des coûts acceptés de l'action (11+12)																
Intérêts bancaires sur la contribution de l'UE/ du FED perçus pendant la période: (voir article 15.9 des conditions générales)												Par devise		Total pour la période en EUR		
												Montant en devise n°1	Montant en EUR			

Note explicative sur l'exécution budgétaire

1. L'année 2012 a été une année d'intenses activités. Le budget disponible pour la période concernée par le présent rapport est 1.082.282 euro tandis que les engagements pris pendant la même période s'élèvent à 1.534.916 euros soit un taux d'exécution budgétaire de 142%.
2. La ligne budgétaire 1 (L1) a été exécutée à 87%, L2 a été exécuté à 0%, L3 à 100%, L4 à 138%, L5 à 20% et L6 à 179%.
3. L'accroissement du volume d'activités a exigé plusieurs missions de suivi sur terrain s'accompagnant d'une augmentation de la quantité de carburant utilisé et des frais d'entretien de véhicules. La hausse du prix du carburant a aussi contribué à cette augmentation.
4. Les sous lignes budgétaire de la L6 ayant connues une forte augmentation du volume d'activités sont L6.3 et L6.4. En effet, en plus des infrastructures socioéconomiques construites (pistes et marchés) construites/réhabilitées en 2012, certaines infrastructures réhabilitées/construites en 2011 (6 pistes et 3 marchés) sont en train d'être consolidées pour un montant de 138.407euros, lequel montant est issu de la réaffectation autorisée des imprévus.
5. Les activités de la L6.4 ont été également renforcées avec le financement de 104 AGR et la restructuration de 34 AGR en PME.
6. Les ajustements budgétaires se sont opérés à l'intérieur de la ligne 6.
7. Dans sa deuxième année d'exécution, les engagements cumulées s'élèvent à 2.539.449 euros soit un taux d'exécution globale de 79%.

Annexe 2 : Tableaux des nouvelles 104 Associations Activité Génératrice de Revenues (AGR) soutenues

Commune	N°	association	Titre du projet	Total membres	Homme	Femme	Contribution Association	Subvention	Total
GIHARO	1	KEREBUKA	Vannerie et broderie	12	0	12	900 000	2 700 000	3 600 000
	2	BANGUKA	BOULANGERIE	16	1	15	1 000 000	3 000 000	4 000 000
	3	NKUNDIRA	SALON DE COIFFURE	14	5	9	1 008 000	3 024 000	4 032 000
	4	KAZOZA KACU	RESTAURANT	10	2	8	750 000	2 250 000	3 000 000
	5	GIHARO SOAP MAKING ORGANISATION	SAVONNERIE	20	17	3	1 500 000	4 500 000	6 000 000
	6	DUFASHANYE	SALON DE COIFFURE	25	11	14	1 800 000	5 400 000	7 200 000
	7	SHIRIMBERIBIKORWA	BOULANGERIE	20	10	10	1 500 000	4 500 000	6 000 000
	8	ISHAKA	SECRETARIAT PUBLIC	14	7	7	715 000	2 145 000	2 860 000
	9	TWIZERANE	SECRETARIAT PUBLIC	30	10	20	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	10	TUGWANYINZARA	ATELIER DE SOUDURE	25	9	16	2 000 000	6 000 000	8 000 000
	11	TUGIRURUNANI MW'ITERAMBERE	SALON DE COIFFURE	20	7	13	1 000 000	3 000 000	4 000 000
	12	TWITEZIMBERE TWESE	RESTAURANT	30	20	10	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	13	TURASHOBOYE	ATELIER DE COUTURE	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	14	BIZOZA	CENTRE MULTISERVICE	24	11	13	1 500 000	4 500 000	6 000 000
	15	DUSHIGIKIRANE	RESTAURANT	30	15	15	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	16	MWUGURAKIZA	SALON DE COIFFURE	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	17	DUFASHANYE	BOULANGERIE	15	11	4	1 125 000	3 375 000	4 500 000
	18	UMWUGURAKIZA II	SECRETARIAT PUBLIC	14	0	14	1 008 050	3 024 150	4 032 200
	19	UCM-NTAKUNEBWA	ATELIER DE MENUISERIE	30	20	10	3 000 000	9 000 000	12 000 000
	20	DUSHIREHAMWE MUZYE	RESTAURANT	30	9	21	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	21	KOMEZUMUGAMBI	BOULANGERIE	30	18	12	2 190 000	6 570 000	8 760 000
	22	CHAPA KAZI	RESTAURANT	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	23	TERINTAMBWE	RESTAURANT MODERNE	30	15	15	2 250 000	6 750 000	9 000 000
NYANZ A LAC	24	UBUMWE	Savonnerie	20	10	10	1 400 000	4 200 000	5 600 000
	25	DUFATANEMUNDA	Boulangerie-Cafetariat	16	6	10	1 120 000	3 360 000	4 480 000

	26	CEDI TWIYUNGE	Boulangerie cafétariat	30	17	30	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	27	BONESHA	Couture	30	11	19	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	28	DUKORERE HAMWE	Fabrication et Vente des claustrât	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	29	TUGIRE URUNANI	Production de l'huile de palme	30	18	12	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	30	ZAMUKA	Savonnerie	30	14	16	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	31	MUNEZERO	Atelier de Couture	13	3	10	910 000	2 730 000	3 640 000
	32	TWUNGUBUMWE	Vidéo-Salon de coiffure	12	8	4	840 000	2 520 000	3 360 000
MABANDA	33	DUKORE	Couture	29	21	8	2 262 000	6 786 000	9 048 000
	34	SHIRUKUBUTE	Garage/réparation des motos	30	22	8	3 000 000	9 000 000	12 000 000
	35	TUBANE	Salon de coiffure/homme	27	22	5	2 010 600	6 031 800	8 042 400
	36	DUFASHANYE	Secrétariat public	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	37	TWUNGUBUMWE	Restaurant pâtisserie	25	11	14	1 312 500	3 937 500	5 250 000
	38	ABANYAMWETE	Cafetariat	20	10	10	1 750 000	5 250 000	7 000 000
	39	GIRUMWETE	Soudure	28	19	9	2 184 000	6 552 000	8 736 000
	40	ISHAKA	Salon de coiffure/dame	30	17	13	3 214 000	9 642 000	12 856 000
	41	SANGWE	Atelier de menuiserie	28	21	7	2 100 000	6 300 000	8 400 000
	42	TWIKANGURE	Transformation des produits agricole en farine enrichie	30	18	12	1 980 000	5 940 000	7 920 000
	43	TWIYAMBURUBUKENE	Réparation des vélos	30	17	13	1 968 750	5 906 250	7 875 000
	44	UBUNEBWE N'INGORANE	Salon de coiffure /femme	24	12	12	1 152 000	3 456 000	4 608 000
	45	TWUNGUBUMWE	Savonnerie	25	11	14	1 000 000	3 000 000	4 000 000
	46	KOMEZISKAKA	Secrétariat public	25	13	12	1 921 000	5 763 000	7 684 000
	47	TURWIZIMIGAMBI	Menuiserie	30	16	14	2 375 000	7 125 000	9 500 000
	48	BUMWE	Savonnerie	30	15	15	1 850 000	5 550 000	7 400 000
	49	DUTEGURE KAZOZA	Réparation moto et véhicule	30	15	15	3 000 000	9 000 000	12 000 000
	50	TWUBAKE	Secrétariat public	30	16	14	3 450 000	10 350 000	13 800 000
	51	TUBIRITUVURANUBUPFU	Transformation de la farine de maïs	25	10	15	1 400 000	4 200 000	5 600 000
	52	TWUNGUBUMWE	Savonnerie	30	18	12	3 401 250	10 203 750	13 605 000
	53	TWIJUKIRIBIKORWA VY'ITERAMBERE	Réparation des vélos + soudure	24	12	12	1 930 000	5 790 000	7 720 000

	54	Dutezimbere Ubutumwa bwo Kurwanya SIDA	Boulangerie	27	10	17	1 486 000	4 458 000	5 944 000
	55	UMUCO	Centre informatique	30	16	14	3 195 000	9 585 000	12 780 000
	56	KOMEZUMWUGA	Menuiserie	30	29	1	2 230 000	6 690 000	8 920 000
	57	KEBUKURABE HAKORAMUNDA	Restaurant	29	18	11	2 045 130	6 135 390	8 180 520
KIBAGO	58	KOMEZISUKU	Savonnerie	30	10	20	1 050 000	3 150 000	4 200 000
	59	URUMURI	Soudure	28	23	5	2 161 000	6 483 000	8 644 000
RUMONGE	60	DUKURE AMABKO MU MPUZU	Atelier de Couture	30	10	20	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	61	IKANGURE	Boulangerie	28	5	23	2 100 000	6 300 000	8 400 000
	62	DUFASHANYE I	Salon de coiffure	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	63	KUNDA IBIKORWA	Savonnerie	30	13	17	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	64	KAMWENUBUSA	Savonnerie	30	10	20	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	65	RUKUNDO	Boulangerie	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	66	TWIZIGIRANIRE	Restaurant	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	67	IMBONEZA	Boulangerie	30	6	24	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	68	DUSHIGIKIRANE	Restaurant	30	6	24	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	69	TUBUMWE	Atelier de Couture	30	5	25	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	70	TWIYUNGUNGANYE I	Atelier de Couture	30	14	16	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	71	TUGIRE INGUU	Boulangerie	30	7	23	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	72	DUHAGURUKE DUKORE	Secrétariat public	30	9	21	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	73	TUBABARANE	Boulangerie-Cafetariat	30	16	14	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	74	UMUSAMALIYA W'IMBAZI	Boulangerie-Cafetariat	30	18	12	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	75	NTIDUKUMIRANE TURI BAMWE	Vannerie	30	19	11	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	76	TWIYUNGE	Restaurant	30	9	21	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	77	KEREBUKA	Restaurant	30	19	11	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	78	DUKORE	Boulangerie-Cafetariat	30	8	22	2 250 000	6 750 000	9 000 000
	79	DUFASHANYE II	Boulangerie	15	4	11	1 125 000	3 375 000	4 500 000
80	DUFASHANYE III	Boulangerie-Cafetariat	25	7	18	1 875 000	5 625 000	7 500 000	
81	TWIYUNGUNGANYE II	Boulangerie-Cafetariat	26	10	16	2 000 000	6 000 000	8 000 000	

82	TUGWIZE IBIKORWA	Restaurant	30	20	10	2 250 000	6 750 000	9 000 000
83	TWIBANIRE-MUTAMBARA	Boulangerie	30	15	15	2 250 000	6 750 000	9 000 000
84	TUGWIZE UMWIMBU	Atelier de Couture	30	16	14	2 250 000	6 750 000	9 000 000
85	TWIBANIRE	Boulangerie-Cafetariat	30	15	15	2 250 000	6 750 000	9 000 000
86	TUGWIZE IBIKORWA	Production de l'huile de palme	30	10	20	2 250 000	6 750 000	9 000 000
87	DUHINGURE AMAVUTA	Production de l'huile de palme	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
88	TWIYUNGE MU KWITEZIMBERE	Restaurant	30	15	15	2 250 000	6 750 000	9 000 000
89	TWUNGUBUMWE	Savonnerie	30	20	10	2 250 000	6 750 000	9 000 000
90	TWITEZIMBERE	Atelier de Couture	30	7	23	2 250 000	6 750 000	9 000 000
91	TURIBAMWE II	Restaurant	22	8	22	1 650 000	4 950 000	6 600 000
92	A.E.KA	Boulangerie-Cafetariat	27	21	6	2 025 000	6 075 000	8 100 000
93	DUFATANEMUNDA	Savonnerie	30	20	10	2 250 000	6 750 000	9 000 000
94	APPH	Extraction d'huile de palme	30	15	15	2 100 000	6 300 000	8 400 000
95	TUGWIZIBIKORWA	Restaurant-Cafetariat	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
96	TURIBAMWE	Boulangerie-Cafetariat	22	9	13	1 650 000	4 950 000	6 600 000
97	TUGIRE ISHAKA MU BIKRWA	Restaurant	30	11	19	2 250 000	6 750 000	9 000 000
98	MUTAMBARA CHARPENTE ASSOCIATION	Menuiserie	11	7	4	800 000	2 400 000	3 200 000
99	TERIMBERE	Secrétariat public	23	9	14	1 725 000	5 175 000	6 900 000
100	TWIJUKIRE ITERAMBERE	Boulangerie-Cafetariat	30	14	16	2 250 000	6 750 000	9 000 000
101	MWIZERO	Restaurant	30	9	21	2 250 000	6 750 000	9 000 000
102	GARUKA DUKORE	Menuiserie	30	22	8	2 250 000	6 750 000	9 000 000
103	KAZE IWACU	Restaurant	30	12	18	2 250 000	6 750 000	9 000 000
104	LIREPROG	Secrétariat public	30	17	13	2 250 000	6 750 000	9 000 000
TOTAL			2 773	1 328	1 445	207 994 280	623 982 840	831 977 120

Annexe 3 : TABLEAU DES NOUVEAUX PMEs SPRL

Listes de microprojets d'activités génératrices de revenus								TRANSFORMATION EN PMEs de type SPRL					
Province	Association	Titre du projet	# Femme	# Homme	Montant du projet	Contribution des membres	Subvention PNUD	Nouveau Nom Commercial	Président/Contat	Capital	Valeur de l'Action	NoAct	No d'Actionnaires
Rutana	UBUMWE N'ITERAMBERE	Savonnerie	6	4	1 200 000	300 000	900 000	Savon Bien	Nibitanga Sofia 79035278 (Tabu Sofia)	1 200 000	10 000	120	10
	TWITEZIMBERE	Boulangerie-Cafetariat	10	8	2 160 000	540 000	1 620 000	Tamira Wumve	Ndikumana Gérard	2 160 000	10 000	216	18
	DUSABIKANYITERAMBERE	Restauration	12	8	5 600 000	1 400 000	4 200 000	Restaurant Cakura Bora	Nizigiyimana Berchmans 71 681 530	5 600 000	10 000	560	20
	TWIYUNGURE	Restauration	6	7	2 080 000	520 000	1 560 000	N'existe plus					
	KAZE TUBANE	Soudure et réparation des vélos	11	9	2 480 000	620 000	1 860 000	Atelier Bomboni Kali	Divine 79 794 473	2 400 000	10 000	240	20
	TUGWANYUBUNEBWE	Boulangerie	7	3	1 680 000	420 000	1 260 000	MUKATE MAMA	Ciza Yudesi 79 241 131	1 700 000	10 000	170	10
	AKAGUMYE BAGUMAKO	Salon de coiffure et charges des téléphones	8	12	4 000 000	1 000 000	3 000 000	MARINES	Kagoma Elie 79261584	4 000 000	10 000	400	20
	BIRASHOBOKA	Restauration	10	10	4 000 000	1 000 000	3 000 000	Fast Food Restaurant	Butoyi Leonard (VP) 79488789	4 000 000	10 000	400	20
	DUSHIREHAMWE	Atelier de couture	10	6	4 303 360	1 075 840	3 227 520	Atelier Nouveau modèle	Barunguza Adrien 79845125	4 303 360	8 405	512	16
	KIRURUKA	Salon de coiffure	10	6	3 200 000	800 000	2 400 000	Salon Nouvel	Kabura Jean-Bosco	3 200 000	10 000	320	16
Makamba	Savonnerie-TWIYUNGE	Savonnerie	3	7	2 800 000	700 000	2 100 000	BEAUTY SOAP	Mbarushimana Sebatién	2 800 000	10 000	280	10

								71679180					
UBUMWE	Salon de coiffure	3	8	3 000 000	750 000	2 250 000	SALON DE VISION	Bigirimana Gilbert 79291066	2 970 000	10 000	297	11	
RECONFORT	Atelier de couture	12	4	3 200 000	800 000	2 400 000	AMBARUBE RWE	Ntiranyibagirwa Elihud 79496021	3 200 000	10 000	320	16	
BOULANGERIE TURIBAMWE	Boulangerie	15	4	4 000 000	1 000 000	3 000 000	GOOD BREAD	NTUKAMAZINA Salvator 71756627	3 800 000	10 000	380	19	
TUGIRURUNANI	Atelier de Menuiserie	9	16	3 480 000	870 000	2 610 000	SARAMARA IMARA	Bucumi Janvier 79849083	3 500 000	10 000	350	25	
TUZOSHIKA	Salon de coiffure	3	7	3 000 000	750 000	2 250 000	TUYISHIME	Niyonzima Rosnette 79855336	3 000 000	10 000	300	10	
DUSHIREHAMWE	Restaurantion	13	11	3 600 000	900 000	2 700 000	TABURU RESTAURANT	Sabibiyumva Onesphore 79427185	3 600 000	10 000	360	24	
DUSHIGIKIRANE	Atelier de Menuiserie	4	16	8 000 000	2 000 000	6 000 000	ATELIER BIZOZA	Sukuma Melchiade 71151292	8 000 000	10 000	800	20	
KEREBUKA	Atelier de soudure	10	10	6 000 000	1 500 000	4 500 000	KEREBUKA	Nibayubahe Serge 71387333	6 000 000	10 000	600	20	
DUFATANEMUNDA	Restauration	13	8	4 150 000	1 000 000	3 150 000	NEW RESTAURANT	Nahimana Arfaxade 76705582	4 200 000	10 000	420	21	
TUJIJUKE	Savonnerie	9	4	3 120 000	780 000	2 340 000	NICE SOAP	Niyokindi Salvator 71562582	3 120 000	10 000	312	13	
TURWANYINZARA	Extraction d'huile de palme	16	14	6 000 000	1 500 000	4 500 000	KAZOZA PALM	Nkeshimana Isaac 79751031	6 000 000	10 000	600	30	
TUGIRUMWETE	Garage et soudure	4	18	4 400 000	1 100 000	3 300 000	MECANIC SHOP	Bariyononera Binaadamu 76638410	4 400 000	10 000	440	22	
IKANGURE	Boulangerie	8	3	3 080 000	770 000	2 310 000	LA DIFFERENCE	Nduwayezu Deo 76796223	3 080 000	10 000	308	11	

	TWITEZIMBERE ATAGAHATO	Atelier de couture	9	5	2 800 000	700 000	2 100 000	ATELIER UPENDO	Ndagijimana Abron 79096666	2 800 000	10 000	280	15
Bururi	DUSHIGIKIRANE	Boulangerie	12	0	3 360 000	840 000	2 520 000	HAKORAM UNDA	Niyuhire Adija 79522737	3 360 000	10 000	336	12
	NTUNKUMIRE TURI BAMWE	Restauration	10	2	3 360 000	840 000	2 520 000	BEST RESTAURA NT	Nindamutsa Annelise 79451429	3 360 000	10 000	336	12
	DUFASHANYE- BUZIMBA	Restauration	5	6	3 080 000	770 000	2 310 000	AKEZA RESTAURA NT	Bucumi Jofredi	3 080 000	10 000	308	11
	DUSHIREHAMWE	Boulangerie	6	6	3 120 000	780 000	2 340 000	UMUZABIB U	Ntowe Alex 79202615	3 120 000	10 000	12	12
	TWIBANIRE	Boulangerie- Cafetariat	8	8	4 160 000	1 040 000	3 120 000	NAZARETH STAR	Augustin 79605151	4 160 000	10 000	416	16
	TUJEHAMWE	Atelier de Menuiserie	14	8	5 600 000	1 400 000	4 200 000	ATELIER NOAH	Nsavyimana Edouard 79077572	5 600 000	10 000	560	22
	TUBUMWE	Savonnerie	10	5	4 200 000	1 050 000	3 150 000	SUPER STAR	Bukuru Pabiola 79276551	4 200 000	10 000	420	15
Makamba	Peace	Salon de coiffure, charge tél et film	10	18	6 552 000	1 637 700	4 914 300	PEACE	Rurigodetse F.Xavier 79416214	6 552 000	10 000	655	28
	TWITEZIMBERE	Boulangerie	5	5	3 000 000	750 000	2 250 000	BOULANGE RIE AMANI	Habonimana Neema 79451995	3 000 000	10 000	300	10
Bururi	TWUNGURANUBUMENY I	Couture et broderie	10		3 316 000	829 000	2 487 000	ATELIER UREMBO	Séraphine 79466694	3 300 000	10 000	330	10
Total			311	266	131081360	32732540	98348820						